Supplemento ordinario alla "Gazzetta Ufficiale" n. 183 del 3 luglio 1978

Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA Roma - Lunedì, 3 luglio 1978 SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI E DECRETI - CENTRALINO 65101
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI, 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 8508

LEGGI E DECRETI

LEGGE 3 giugno 1978, n. **312.**

Adesione ai protocolli che prorogano per la terza volta la convenzione sul commercio del grano e la convenzione relativa all'aiuto alimentare, costituenti l'accordo internazionale sul grano del 1971, aperti alla firma a Washington il 17 marzo 1976, e loro esecuzione.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato ad aderire ai protocolli che prorogano per la terza volta la convenzione sul commercio del grano e la convenzione relativa all'aiuto alimentare, costituenti l'accordo internazionale sul grano del 1971, aperti alla firma a Washington il 17 marzo 1976.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data ai protocolli di cui all'articolo precedente a decorrere dalla loro entrata in vigore in conformità rispettivamente agli articoli 9 e IX dei protocolli stessi.

Art. 3.

In attuazione del programma di aiuto alimentare della Comunità economica europea a favore dei Paesi in via di sviluppo, l'Azienda di Stato per gli interventi nel mercato agricolo (AIMA) è incaricata di provvedere, secondo le norme emanate e che saranno emanate dalla Comunità, alla fornitura a tali Paesi della quota di partecipazione italiana.

Le relative spese, valutate in lire 9.000 milioni in ragione di anno, sono computate alla gestione finanziaria dell'AIMA di cui alla legge 31 marzo 1971, n. 144.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 3 giugno 1978

LEONE

ANDREOTTI — FORLANI — MORLINO — PANDOLFI — MARCORA

Visto, *il Guardasigilli*: BONIFACIO

PROTOCOLES PORTANT TROISIEME PROROGATION DE LA CONVENTION SUR LE COMMERCE DU BLE ET DE LA CONVENTION RELATIVE A L'AIDE ALIMENTAIRE CONSTITUANT L'ACCORD INTERNATIONAL SUR LE BLE DE 1971

Préambule

La Conférence chargée d'établir les textes des Protocoles portant troisième prorogation des Conventions constituant l'Accord international sur le blé de 1971,

Considérant que l'Accord international sur le blé de 1949 a été révisé, renouvelé ou prorogé en 1953, 1956, 1959, 1962, 1965, 1966, 1967, 1968, 1971, 1974 et 1975,

Considérant que l'Accord international sur le blé de 1971, composé de deux instruments juridiques distincts, la Convention sur le commerce du blé de 1971, d'une part, et la Convention relative à l'aide alimentaire de 1971, d'autre part, qui ont été toutes deux prorogées à nouveau par protocole en 1975, prend fin le 30 juin 1976,

A établi les textes des Protocoles portant troisième prorogation de la Convention sur le commerce du blé de 1971 et portant troisième prorogation de la Convention relative à l'aide alimentaire de 1971.

PROTOCOLE PORTANT TROISIEME PROROGATION DE LA CONVENTION SUR LE COMMERCE DU BLE DE 1971

Les Gouvernements parties au présent Protocole,

Considérant que la Convention sur le commerce du blé de 1971 (ci-après dénommée « la Convention ») de l'Accord international sur le blé de 1971, qui a été prorogé à nouveau par protocole en 1975, vient à expiration le 30 juin 1976,

Sont convenus de ce qui suit:

Article Premier

Prorogation, venue à expiration et résiliation de la Convention

Sous réserve des dispositions de l'article 2 du présent Protocole, la Convention demeurera en vigueur entre les parties au présent Protocole jusqu'au 30 juin 1978 étant entendu toutefois que, si un nouvel accord international en matière de blé entre en vigueur avant le 30 juin 1978, ledit Protocole demeurera en vigueur jusqu'à la date d'entrée en vigueur du nouvel accord seulement.

Article 2

Dispositions de la Convention rendues inopérantes

Les dispositions suivantes de la Convention sont considérées comme inopérantes à compter du 1er juillet 1976:

a) le paragraphe 4 de l'article 19;
b) les articles 22 à 26 inclus;
c) le paragraphe 1 de l'article 27;
d) les articles 29 à 31 inclus.

Article 3

Définition

Toute mention, dans le présent Protocole, du « Gouvernement » ou des « Gouvernements » est réputée valoir aussi pour la Communauté économique européenne (ci-après dénommée « la Communauté »). En conséquence, toute mention, dans le présent Protocole, de « la signature » ou du « dépôt des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou de conclusion » ou d'un « instrument d'adhésion » ou d'une « déclaration d'application provisoire » par un Gouvernement est, dans le cas de la Communauté, réputée valoir aussi pour la signature ou pour la déclaration d'application provisoire au nom de la Communauté par son autorité compétente ainsi que pour le dépôt de l'instrument requis par la procédure institutionnelle de la Communauté pour la conclusion d'un accord international.

Article 4

Dispositions financières

La cotisation initiale de tout membre exportateur ou de tout membre importateur qui adhère au présent Protocole conformément aux dispositions de l'alinéa *b*) du paragraphe 1 de l'article 7 dudit Protocole est fixée par le Conseil en fonction du nombre des voix qui lui seront attribuées et de la période restant à courir dans l'année agricole; toutefois, les cotisations fixées pour les autres membres exportateurs et pour les autres membres importateurs au titre de l'année agricole en cours ne sont pas modifiées.

Article 5

Signature

Le présent Protocole sera ouvert, à Washington, du 17 mars 1976 au 7 avril 1976 inclus, à la signature des Gouvernements des pays parties à la Convention prorogée à nouveau par protocole, ou provisoirement considérés comme étant parties à celle-ci, au 17 mars 1976, ou qui sont membres de l'Organisation des Nations Unies, de ses institutions spécialisées ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique et sont énumérés à l'annexe A ou à l'annexe B de la Convention.

Article 6

Ratification, acceptation, approbation ou conclusion

Le présent Protocole est soumis à la ratification, à l'acceptation, à l'approbation ou à la conclusion de chacun des Gouvernements signataires conformément à ses procédures constitutionnelles ou institutionnelles. Les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou de conclusion seront déposés auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique au plus tard le 18 juin 1976, étant entendu toutefois que le Conseil peut accorder une ou plusieurs prolongations de délai à tout Gouvernement signataire qui n'aura pas déposé son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou de conclusion à cette date.

Article 7

Adhésion

1. Le présent Protocole sera ouvert:

a) jusqu'au 18 juin 1976, à l'adhésion du Gouvernement de tout pays membre énuméré à cette date aux annexes A ou B de la Convention, étant entendu toutefois que le Conseil peut accorder une ou plusieurs prolongations de délai à tout Gouvernement n'ayant pas déposé son instrument à la date en question, et

b) après le 18 juin 1976, à l'adhésion du Gouvernement de tout pays membre de l'Organisation des Nations Unies, de ses institutions spécialisées ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique aux conditions que le Conseil jugera appropriées à la majorité des deux tiers au moins des voix exprimées par les membres exportateurs et des deux tiers au moins des voix exprimées par les membres importateurs.

2. L'adhésion a lieu par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

3. Lorsqu'il est fait mention, aux fins de l'application de la Convention et du présent Protocole, des membres énumérés aux annexes A ou B de la Convention, tout membre dont le Gouvernement a adhéré à la Convention dans les conditions prescrites par le Conseil ou au présent Protocole conformément à l'alinéa *b*) du paragraphe 1 du présent article sera réputé énuméré dans l'annexe appropriée.

Article 8

Application provisoire

Tout Gouvernement signataire peut déposer auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique une déclaration d'application provisoire du présent Protocole. Tout autre Gouvernement remplissant les conditions nécessaires pour signer le présent Protocole ou dont la demande d'adhésion est approuvée par le Conseil peut aussi déposer auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique une déclaration d'application provisoire. Tout Gouvernement déposant une telle déclaration applique provisoirement le présent Protocole et il est considéré provisoirement comme y étant partie.

Article 9

Entrée en vigueur

1. Le présent Protocole entrera en vigueur, entre les Gouvernements qui auront déposé des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation, de conclusion ou d'adhésion, ou des déclarations d'application provisoire, conformément aux articles 6, 7 et 8 du présent Protocole avant le 18 juin 1976, dans les conditions suivantes:

a) le 19 juin 1976, pour toutes les dispositions de la Convention autres que les articles 3 à 9 compris et 21, et

b) le 1er juillet 1976, pour les articles 3 à 9 compris et 21 de la Convention,

pourvu que ces instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation, de conclusion ou d'adhésion, ou ces déclarations d'application provisoire, aient été déposés au plus tard le 18 juin 1976 au nom des Gouvernements représentant les membres exportateurs qui détiennent au moins 60 pour cent des voix dénombrées dans l'annexe A et représentant les membres importateurs qui détiennent au moins 50 pour cent des voix dénombrées dans l'annexe B, ou qui détiendraient ces pourcentages de voix respectifs s'ils étaient parties à la Convention à cette date.

2. Le présent Protocole entre en vigueur, pour tout Gouvernement qui dépose un instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation, de conclusion ou d'adhésion après le 19 juin 1976 conformèment aux dispositions pertinentes du présent Protocole, à la date dudit dépôt, étant entendu qu'aucune des parties dudit Protocole n'entrera en vigueur pour ce Gouvernement avant qu'elle n'entre en vigueur pour d'autres Gouvernements en vertu des paragraphes 1 ou 3 du présent article.

3. Si le présent Protocole n'entre pas en vigueur conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent article, les Gouvernements qui auront déposé des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation, de conclusion ou d'adhésion, ou des déclarations d'application provisoire, pourront décider d'un commun accord qu'il entrera en vigueur entre les Gouvernements qui auront déposé des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation, de conclusion ou d'adhésion, ou des déclarations d'application provisoire.

Article 10

Notification par le Gouvernement dépositaire

Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, en qualité de Gouvernement dépositaire, notifiera à tous les Gouvernements signataires et adhérents toute signature, ratification, acceptation, approbation, conclusion, application provisoire du présent Protocole et toute adhésion, ainsi que toute notification et tout préavis reçus conformément aux dispositions de l'article 27 de la Convention et toute déclaration et notification reçues conformément aux dispositions de l'article 28 de la Convention.

Article 11

Copie certifiée conforme du Protocole

Le plus tôt possible, après l'entrée en vigueur définitive du présent Protocole, le Gouvernemente dépositaire adressera une copie certifiée conforme dudit Protocole en langues anglaise, espagnole, française et russe au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour enregistrement conformément à l'Article 102 de la Charte des Nations Unies. Tout amendement au présent Protocole sera pareillement communiqué au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 12

Rapports entre le Préambule et le Protocole

Le présent Protocole comprend le Préambule des Protocoles portant troisième prorogation de l'Accord international sur le blé de 1971.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements ou leurs autorités respectifs, ont signé le présent Protocole à la date figurant en regard de leur signature.

Les textes du présent Protocole en langues anglaise, espagnole, francaise et russe font également foi. Les textes originaux seront déposés auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique qui en adressera copie certifiée conforme à chaque Gouvernement signataire ou adhérent ainsi qu'au Secrétaire exécutif du Conseil.

Pour l'Afrique du Sud :

JEREMY B. SHEARAR
April 5, 1976

Pour l'Algerie :

A. MAADINI
March 25, 1976

Pour l'Arabie Saoudite :

Pour l'Argentine :

RAFAEL M. VAZQUEZ
April 2, 1976

Pour l'Australie :

N. PARKINSON
April 7, 1976

Pour l'Autriche :

ARNO HALUSA
April 6, 1976

Pour la Barbade :

MAURICE A. KING
April 6, 1976

Pour la Belgique :

Pour la Bolivie :

LUIS ARNAL
April 6, 1976

Pour le Brézil :

C. DINIZ
March 24, 1976

Pour la Bulgarie :

Pour le Canada :

J. H. WARREN
April 7, 1976

Pour la Chine :

Pour la Colombie :

Pour la Communauté économique européenne :

Pour le Costa Rica :

Pour Cuba :

VINCENT BUZEK
Washington D.C. April 6, 1976

Pour le Danemark :

Pour l'Egypte :

M. ABDEL-WAHAB
7th April, 1976

Pour l'Equateur :
J. C. CARDENAS
2nd of April, 1976

Pour l'Espagne :

Pour l'Etat de la Cité du Vatican :
JEAN JADOT
April 6, 1976

Pour les Etats-Unis d'Amérique :
EARL L. BUTZ
April 5, 1976

Pour la Finlande :
LEO TUOMINEN
April 6, 1976

Pour la France :

Pour la Grèce :
MENELAS D. ALEXANDRAKIS
April 7, 1976

Pour le Guatemala :
J. ASENSIO-WUNDERLICH

Pour l'Inde :
TRILOKI NATH KAUL
April 2, 1976

Pour l'Indonesie :

Pour l'Irak :
M. A. AL-HASSAN
April 7, 1976

Pour l'Iran :

Pour l'Irlande :

Pour Israël :
EITAN RAFF
April 1, 1976

Pour l'Italie :

Pour le Japon :
FUMIHIKO TOGO
April 5, 1976

Pour le Kenya :

B. ADUNDO
April 6, 1976

Pour le Koweit :

Pour le Liban :

Pour la Libye :

Pour le Luxembourg :

Pour Malta :

Pour le Maroc :

ABDELHADI BOUTALEB
April 7, 1976

Pour Maurice :

PIERRE GUY GIRALD BALANCY
April 1st, 1976

Pour le Méxique :

Pour la Nigerie :

EDWARD OLUSOLA SANU
April 7, 1976

Pour la Norvège :

SOREN CHRISTIAN SOMMERFELT
April 6, 1976

Pour le Pakistan :

RIZA
April 7, 1976

Pour le Panama :

Pour le Perou :

CARLOS GARCIA-BEDOYA
Marzo 22, 1976

Pour le Portugal :

JOAO HALL THEMIDO
April 5, 1976

Pour la République Arabe Syrienne :

Pour la République de Corée :

PYONG CHOON HAHM
April 6, 1976

Pour la République Dominicain :

Pour la République Fédérale d'Allemagne :

Pour le Royaume des Pays-Bas :

Pour le Royaume-Uni de Grande-Brétagne et d'Irlande du Nord :

Pour le Salvador :

F. BERTRAND G.
April 7, 1976

Pour Sri Lanka :

Pour la Suède :

W. WACHTMEISTER
April 2, 1976

Pour la Suisse :

(Sous réserve de ratification)
RAYMOND R. PROBST
April 5, 1976

Pour la Trinité et Tobago :

Pour la Tunisie :

HEDDA
April 7, 1976

Pour la Turquie :

Pour l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques :

YULY M. VORONTSOV
April 6, 1976

Pour l'Uruguay :

Pour le Venezuela :

M. A. BURELLI
April 7, 1976

PROTOCOLE PORTANT TROISIEME PROROGATION DE LA CONVENTION RELATIVE A L'AIDE ALIMENTAIRE DE 1971

Les parties au présent Protocole,

Considérant que la Convention relative à l'aide alimentaire de 1971 (ci-après dénommée « la Convention ») de l'Accord international sur le blé de 1971, qui a été prorogé à nouveau par protocole en 1975, vient à expiration le 30 juin 1976,

Sont convenues de ce qui suit:

Article I

Prorogation, venue à expiration et résiliation de la Convention

Sous réserve des dispositions de l'article II du présent Protocole, la Convention demeurera en vigueur entre les parties audit Protocole jusqu'au 30 juin 1978, étant entendu toutefois que, si un nouvel accord en matière d'aide alimentaire entre en vigueur avant le 30 juin 1978, le présent Protocole demeurera en vigueur jusqu'à la date d'entrée en vigueur du nouvel accord seulement.

Article II

Dispositions de la Convention rendues inopérantes

Les dispositions des paragraphes 1, 2 et 3 de l'article II, du paragraphe 1 de l'article III et des articles VI à XIV inclus de la Convention sont considérées comme inopérantes à compter du 1er juillet 1976.

Article III

Aide alimentaire internationale

1. Les parties au présent Protocole sont convenues de fournir, à titre d'aide alimentaire aux pays en voie de développement, du blé, des céréales secondaires ou leurs produits dérivés, propres à la consommation humaine et d'un type et d'une qualité acceptables, ou l'équivalent en espèces pour les montants annuels minimaux spécifiés au paragraphe 2 ci-après.

2. La contribution annuelle minimale de chaque partie au présent Protocole est fixée comme suit:

	Tonnes métriques
Argentine	23.000
Australie	225.000
Canada	495.000
Communauté économique européenne	1.287.000
Etats-Unis d'Amérique	1.890.000
Finlande	14.000
Japon	225.000
Suède	35.000
Suisse	32.000

3. Aux fins de l'application du présent Protocole, toute partie qui aura signé ledit Protocole conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article V ou qui y aura adhéré conformément aux dispositions des paragraphes 2 et 3 de l'article VII sera réputée énumérée au paragraphe 2 de l'article III, avec la contribution minimale qui lui sera assignée conformément aux dispositions pertinentes de l'article V ou de l'article VII de ce Protocole.

Article IV

Comité de l'aide alimentaire

Il sera institué un Comité de l'aide alimentaire qui sera composé des parties énumérées au paragraphe 2 de l'article III du présent Protocole et des autres qui deviendront parties audit Protocole. Le Comité désignera un président et un vice-président.

Article V

Signature

1. Le présent Protocole sera ouvert, à Washington, du 17 mars 1976 au 7 avril 1976 inclus, à la signature des Gouvernements de l'Argentine, de l'Australie, du Canada, des Etats-Unis d'Amérique, de la Finlande, du Japon, de la Suède et de la Suisse, ainsi que de la Communauté économique européenne et de ses Etats membres, sous réserve qu'ils signent aussi bien le présent Protocole que le Protocole portant troisième prorogation de la Convention sur le commerce du blé de 1971.

2. Le présent Protocole sera également ouvert, dans les mêmes conditions, à la signature de toute partie à la Convention relative à l'aide alimentaire de 1967 qui n'est pas énumérée au paragraphe 1 du présent article, pourvu que sa contribution soit au moins egale à celle qu'elle avait souscrite dans la Convention relative à l'aide alimentaire de 1967.

Article VI

Ratification, acceptation, approbation ou conclusion

Le présent Protocole est soumis à la ratification, à l'acceptation, à l'approbation ou à la conclusion de chacune des parties signataires conformément à leurs procédures constitutionnelles ou institutionnelles, sous réserve que chacune d'elles ratifie, accepte, approuve ou conclue également le Protocole portant troisième prorogation de la Convention sur le commerce du blé de 1971. Les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou de conclusion seront déposés auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique au plus tard le 18 juin 1976, étant entendu que le Comité de l'aide alimentaire peut accorder une ou plusieurs prolongations de délai à tout signataire qui n'aura pas déposé son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou de conclusion à cette date.

Article VII

Adhésion

1. Le présent Protocole est ouvert à l'adhésion de toute partie visée à l'article V dudit Protocole, sous réserve que chacune d'elles adhère également au Protocole portant troisième prorogation de la Convention sur le commerce du blé de 1971 et sous réserve aussi, dans le cas

de toute partie visée au paragraphe 2 de l'article V, que sa contribution soit au moins égale à celle qu'elle avait souscrite dans la Convention relative à l'aide alimentaire de 1967. Les instruments d'adhésion prévus au présent paragraphe seront déposés au plus tard le 18 juin 1976, étant entendu que le Comité de l'aide alimentaire peut accorder une ou plusieurs prolongations de délai à toute partie qui n'aura pas déposé son instrument d'adhésion à cette date.

2. Le Comité de l'aide alimentaire peut approuver l'adhésion au présent Protocole, en tant que donateur, du Gouvernement de tout membre de l'Organisation des Nations Unies, de ses institutions spécialisées ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique aux conditions que le Comité de l'aide alimentaire jugera appropriées, sous réserve que ce Gouvernement adhère aussi en même temps au Protocole portant troisième prorogation de la Convention sur le commerce du blé de 1971, s'il n'est pas déjà partie à ce Protocole.

3. L'adhésion a lieu par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

Article VIII

Application provisoire

Toute partie visée à l'article V du présent Protocole peut déposer auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique une déclaration d'application provisoire du présent Protocole, sous réserve qu'elle dépose aussi une déclaration d'application provisoire du Protocole portant troisième prorogation de la Convention sur le commerce du blé de 1971, Toute autre partie dont la demande d'adhésion est approuvée peut aussi déposer auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique une déclaration d'application provisoire sous réserve qu'elle dépose aussi une déclaration d'application provisoire du Protocole portant troisième prorogation de la Convention sur le commerce du blé de 1971, à moins qu'elle ne soit déjà partie audit Protocole ou qu'elle n'ait déjà déposé une déclaration d'application provisoire dudit Protocole. Toute partie déposant une telle déclaration applique provisoirement le présent Protocole et est considérés provisoirement comme y étant partie.

Article IX

Entrée en vigueur

1. Le présent Protocole entre en vigueur, pour les parties qui auront déposé des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation, de conclusion ou d'adhésion,

a) le 19 juin 1976 pour toutes les dispositions autres que l'article II de la Convention et l'article III du Protocole, et

b) le 1er juillet 1976 pour l'article II de la Convention et l'article III du Protocole,

sous réserve que toutes les autres parties nommées au paragraphe 1 de l'article V du présent Protocole aient déposé de tels instruments ou une déclaration d'application provisoire au 18 juin 1976 et que le Protocole portant troisième prorogation de la Convention sur le commerce du blé de 1971 soit en vigueur. Le présent Protocole entre en vigueur, pour toute autre partie qui dépose un instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation, de conclusion ou d'adhésion après l'entrée en vigueur du Protocole, à la date dudit dépôt.

2. Si le présent Protocole n'entre pas en vigueur conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent article, les parties qui, au 19 juin 1976, auront déposé des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation, de conclusion ou d'adhésion, ou des déclarations d'application provisoire, pourront décider d'un commun accord qu'il entrera en vigueur entre les parties qui ont

déposé des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation, de conclusion ou d'adhésion, ou des déclarations d'application provisoire, à condition que le Protocole portant troisième prorogation de la Convention sur le commerce du blé de 1971 soit en vigueur, ou bien pourront prendre toutes autres mesures que la situation leur paraitra exiger.

Article X

Notification par le Gouvernement dépositaire

Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, en qualité de Gouvernement dépositaire, notifiera à toutes les parties signataires et adhérentes toute signature, toute ratification, toute acceptation, toute approbation, toute conclusion, toute application provisoire du présent Protocole et toute adhésion audit Protocole.

Article XI

Copie certifiée conforme du Protocole

Le plus tôt possible après l'entrée en vigueur définitive du présent Protocole, le Gouvernement dépositaire adressera une copie certifiée conforme dudit Protocole en langues anglaise, espagnole, française et russe au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour enregistrement conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies. Tout amendement au présent Protocole sera pareillement communiqué au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article XII

Rapports entre le Préambule et le Protocole

Le présent Protocole comprend le Préambule des Protocoles portant troisième prorogation de l'Accord international sur le blé de 1971.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements ou leurs autorités respectifs, ont signé le présent Protocole à la date figurant en regard de leur signature.

Les textes du présent Protocole en langues anglaise, espagnole, française et russe font également foi. Les originaux seront déposés dans les archives du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, qui en transmettra des copies certifiées conformes à toutes les parties signataires et adhérentes.

Pour l'Argentine :
RAFAEL M. VAZQUEZ
April 2, 1976

Pour l'Australie :
N. PARKINSON
April 7, 1976

Pour la Belgique :

Pour le Canada :

J. H. WARREN
April 7, 1976

Pour la Communauté économique européenne :

Pour le Danemark :

Pour les Etats-Unis d'Amérique :

EARL L. BUTZ
April 5, 1976

Pour la Finlande :

LEO TUOMINEN
April 6, 1976

Pour la France :

Pour l'Irlande :

Pour l'Italie :

Pour le Japon :

(Avec une réserve à l'article III)
FUMIHIKO TOGO
April 5, 1976

Pour le Luxembourg :

Pour la Norvège :

Pour la République Fédérale d'Allemagne :

Pour le Royaume des Pays-Bas :

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord :

Pour la Suède :

W. WACHTMEISTER
April 2, 1976

Pour la Suisse :

(La signature du protocole portant troisième prorogation de la convention relative à l'aide alimentaire de 1971 est donnée sous réserve de ratification et sous réserve que toutes les parties à cette convention y souscriron et cela dans la même mesure que jusqu'à présent)
RAYMOND R. PROBST
April 5, 1976

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
FORLANI

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N.B. — I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nei protocolli.

PROTOCOLLI CHE PROROGANO PER LA TERZA VOLTA LA CONVEZIONE SUL COMMERCIO DEL GRANO E LA CONVENZIONE RELATIVA ALL'AIUTO ALIMENTARE, COSTITUENTI L'ACCORDO INTERNAZIONALE SUL GRANO DEL 1971

PREAMBOLO

La Conferenza incaricata di stabilire i testi dei Protocolli che prorogano per la terza volta le Convenzioni che costituiscono l'Accordo internazionale sul grano del 1971,

Considerando che l'Accordo internazionale sul grano del 1949 è stato riveduto, rinnovato o prorogato nel 1953, 1956, 1959, 1962, 1965, 1966, 1967, 1968, 1971, 1974 e 1975,

Considerando che l'Accordo internazionale sul grano del 1971, composto di due strumenti giuridici distinti, la Convenzione sul commercio del grano del 1971, da un lato, e la Convenzione relativa all'aiuto alimentare del 1971, dall'altro, che sono stati tutti e due prorogati nuovamente con protocollo nel 1975, cessa di essere in vigore il 30 giugno 1976,

Ha stabilito i testi dei Protocolli che prorogano per la terza volta la Convenzione sul commercio del grano del 1971 e la Convenzione relativa all'aiuto alimentare del 1971.

PROTOCOLLO CHE PROROGA PER LA TERZA VOLTA LA CONVENZIONE SUL COMMERCIO DEL GRANO DEL 1971

I Governi Parti del presente Protocollo,

Considerando che la Convenzione sul commercio del grano del 1971 (denominata più avanti « la Convenzione ») dell'Accordo internazionale sul grano del 1971, che è stato prorogato nuovamente mediante protocollo nel 1975, cessa di essere in vigore il 30 giugno 1976,

Hanno convenuto quanto segue:

Articolo 1

Proroga, scadenza e risoluzione della Convenzione

Con riserva delle disposizioni dell'articolo 2 del presente Protocollo, la Convenzione rimarrà in vigore tra le Parti del presente Protocollo sino al 30 giugno 1978 essendo tuttavia inteso che, se un nuovo accordo internazionale in materia di grano entra in vigore prima del 30 giugno 1978, il detto Protocollo resterà in vigore soltanto sino alla data di entrata in vigore del nuovo accordo.

Articolo 2

Disposizioni della Convenzione rese inoperanti

Le seguenti disposizioni della Convenzione sono considerate inoperanti a datare dal 1º luglio 1976:

a) il paragrafo 4 dell'articolo 19;
b) gli articoli da 22 a 26 incluso;
c) il paragrafo 1 dell'articolo 27;
d) gli articoli da 29 a 31 incluso.

Articolo 3

Definizione

Qualsiasi menzione, nel presente Protocollo, del « Governo » oppure dei « Governi » è ritenuta valida anche per la Comunità economica europea (denominata più avanti « la Comunità »). Ne risulta che qualsiasi menzione, nel presente Protocollo, della « firma » o del « deposito degli strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione o di conclusione » o di uno « strumento di adesione » o di una « dichiarazione di applicazione provvisoria » da parte di un Governo è, nel caso della Comunità, ritenuta valida anche per la firma o per la dichiarazione di applicazione provvisoria in nome della Comunità da parte della sua autorità competente, nonché per il deposito dello strumento richiesto dalla procedura istituzionale della Comunità per la conclusione di un accordo internazionale.

Articolo 4

Disposizioni finanziarie

La quota iniziale di ogni membro esportatore o di ogni membro importatore che aderisce al presente Protocollo in conformità delle disposizioni della lettera *b*) del paragrafo 1 dell'articolo 7 del suddetto Protocollo, viene fissata dal Consiglio in proporzione al numero dei voti che gli saranno attribuiti e del periodo residuo dell'anno agricolo; tuttavia, le quote fissate per gli altri membri esportatori e per gli altri membri importatori sotto il titolo dell'anno agricolo in corso non vengono modificate.

Articolo 5

Firma

Il presente Protocollo sarà aperto, a Washington, dal 17 marzo 1976 al 7 aprile 1976 incluso, alla firma dei Governi dei paesi partecipanti alla Convenzione, oppure provvisoriamente considerati come parti di quest'ultima, alla data del 17 marzo 1976, oppure membri dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, delle sue istituzioni specializzate o dell'Agenzia internazionale dell'energia atomica, e sono elencati nell'allegato A o nell'allegato B della Convenzione.

Articolo 6

Ratifica, accettazione, approvazione e conclusione

Il presente Protocollo è sottoposto alla ratifica, all'accettazione, all'approvazione ed alla conclusione di ciascuno dei Governi firmatari in conformità delle rispettive procedure costituzionali ed istituzionali. Gli strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione o di conclusione saranno depositati presso il Governo degli Stati Uniti d'America, al più tardi il 18 giugno 1976, rimanendo tuttavia inteso che il Consiglio può concedere una o più proroghe del termine a ogni Governo firmatario che a tale data non avrà depositato il proprio strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di conclusione.

Articolo 7

Adesione

1. Il presente Protocollo rimarrà aperto:

a) fino al 18 giugno 1976, all'adesione del Governo di qualsiasi paese membro indicato a tale data negli allegati A o B della Convenzione, rimanendo tuttavia inteso che il Consiglio può concedere una o più proroghe del termine a ogni Governo che non avrà depositato il proprio strumento alla data indicata, e

b) dopo il 18 giugno 1976, all'adesione del Governo di qualsiasi paese membro dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, delle sue istituzioni specializzate o dell'Agenzia internazionale dell'energia atomica a quelle condizioni che il Consiglio riterrà appropriate, alla maggioranza dei due terzi almeno dei voti espressi dai membri esportatori e dei due terzi almeno dei voti espressi dai membri importatori.

2. L'adesione ha luogo con il deposito di uno strumento di adesione presso il Governo degli Stati Uniti d'America.

3. Quando viene fatta menzione, ai fini dell'applicazione della Convenzione e del presente Protocollo, dei membri enumerati negli allegati A o B della Convenzione, ogni membro il cui Governo ha aderito alla Convenzione nelle condizioni prescritte dal Consiglio dal presente Protocollo, in conformità della lettera *b*) del paragrafo 1 del presente articolo, sarà ritenuto enumerato nell'allegato appropriato.

Articolo 8

Applicazione provvisoria

Ogni Governo firmatario può depositare presso il Governo degli Stati Uniti d'America una dichiarazione di applicazione provvisoria del presente Protocollo. Qualsiasi altro Governo che soddisfi le condizioni necessarie alla firma del presente Protocollo o la cui domanda di adesione sia stata approvata dal Consiglio, può anch'egli depositare presso il Governo degli Stati Uniti d'America una dichiarazione di applicazione provvisoria. Ogni Governo che depositi una dichiarazione del genere applica provvisoriamente il presente Protocollo e viene considerato provvisoriamente come ne fosse parte.

Articolo 9

Entrata in vigore

1. Il presente Protocollo entrerà in vigore, tra i Governi che avranno depositato gli strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione, di conclusione o di adesione, oppure dichiarazioni di applicazione provvisoria, in conformità degli articoli 6, 7 ed 8 del presente Protocollo prima del 18 giugno 1976, alle seguenti condizioni:

a) il 19 giugno 1976, per tutte le disposizioni della Convenzione che non siano quelle previste dagli articoli da 3 a 9 incluso e 21, e

b) il 1° luglio 1976, per gli articoli da 3 a 9 compreso e 21 della Convenzione,

a condizione che tali strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione, di conclusione o di adesione, o tali dichiarazioni di applicazione provvisoria, siano stati depositati il 18 giugno 1976 al più tardi, in nome dei Governi che rappresentano i membri esportatori in possesso di almeno il 60 per cento dei voti enumerati all'allegato A e che rappresentano i membri importatori in possesso di almeno il 50 per cento dei voti enumerati all'allegato B, oppure che sarebbero in possesso delle suddette percentuali se aderissero, a tale data, alla Convenzione.

2. Il presente Protocollo entra in vigore, per ogni Governo che deposita uno strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione, di conclusione o di adesione dopo il 19 giugno 1976, in conformità delle disposizioni pertinenti del presente Protocollo, alla data del suddetto deposito, essendo inteso che nessuna delle parti del suddetto Protocollo entrerà in vigore per tale Governo prima di entrare in vigore per altri Governi, in conformità dei paragrafi 1 o 3 del presente articolo.

3. Se il presente Protocollo non entra in vigore in conformità delle disposizioni del paragrafo 1 del presente articolo, i Governi che avranno depositato strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione, di conclusione o di adesione, oppure dichiarazioni di applicazione provvisoria, potranno, di comune accordo, decidere che esso entrerà in vigore tra i Governi che avranno depositato strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione, di conclusione o di adesione, oppure dichiarazioni di applicazione provvisoria.

Articolo 10

Notifica da parte del Governo depositario

Il Governo degli Stati Uniti d'America, in qualità di Governo depositario, notificherà a tutti i Governi firmatari e aderenti ogni firma, ratifica, accettazione, approvazione, conclusione, applicazione provvisoria del presente Protocollo, ed ogni adesione, nonché qualsiasi notifica e qualsiasi preavviso ricevuti in conformità delle disposizioni dell'articolo 27 della Convenzione ed ogni dichiarazione e notifica ricevuta in conformità delle disposizioni dell'articolo 28 della Convenzione.

Articolo 11

Copia conforme del Protocollo

Non appena possibile, dopo l'entrata in vigore definitiva del presente Protocollo, il Governo depositario indirizzerà una copia certificata conforme del suddetto Protocollo nelle lingue inglese, spagnola, francese e russa, al Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, per la registrazione in conformità dell'articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite. Ogni emendamento al presente Protocollo sarà comunicato nello stesso modo al Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

Articolo 12

Rapporti tra il Preambolo ed il Protocollo

Il presente Protocollo comprende il Preambolo dei Protocolli che prorogano per la terza volta l'Accordo internazionale sul grano del 1971.

IN FEDE DI CHE, i sottoscritti, debitamente autorizzati a questo fine dai loro Governi o dalle loro autorità rispettive, hanno firmato il presente Protocollo alla data indicata a fronte della propria firma.

I testi del presente Protocollo nelle lingue inglese, spagnola, francese e russa fanno ugualmente fede. I testi originali saranno depositati presso il Governo degli Stati Uniti d'America il quale ne indirizzerà copia certificata conforme ad ogni Governo firmatario od aderente, nonché al Segretario esecutivo del Consiglio.

(*Seguono le firme*).

PROTOCOLLO CHE PROROGA PER LA TERZA VOLTA LA CONVENZIONE RELATIVA ALL'AIUTO ALIMENTARE DEL 1971

Le parti al presente Protocollo,

Considerando che la Convenzione relativa all'aiuto alimentare del 1971 (denominata più avanti « la Convenzione ») dell'Accordo internazionale sul grano del 1971, prorogato nuovamente con protocollo nel 1975, scade il 30 giugno 1976,

Hanno convenuto quanto segue:

Articolo I

Proroga, scadenza e risoluzione della Convenzione

Con riserva delle disposizioni dell'articolo II del presente Protocollo, la Convenzione rimarrà in vigore tra le parti del presente Protocollo fino al 30 giugno 1978, essendo tuttavia inteso che, se un nuovo accordo in materia di aiuto alimentare entra in vigore prima del 30 giugno 1978, il presente Protocollo rimarrà in vigore soltanto fino alla data di entrata in vigore del nuovo accordo.

Articolo II

Disposizioni della Convenzione rese inoperanti

Le disposizioni dei paragrafi 1, 2 e 3 dell'articolo II, del paragrafo 1 dell'articolo III e degli articoli da VI a XIV incluso della Convenzione sono considerate inoperanti a datare dal 1° luglio 1976.

Articolo III

Aiuto alimentare internazionale

1. Le parti al presente Protocollo hanno convenuto di fornire, a titolo di aiuto alimentare ai paesi in via di sviluppo, grano, cereali secondari o i loro prodotti derivati, propri al consumo umano e di un tipo e di una qualità accettabili, oppure l'equivalente in contanti per gli importi annui minimi specificati al successivo paragrafo 2.

2. Il contributo annuo minimo di ciascuna delle parti al presente Protocollo è fissato come segue:

	tonnellate metriche
Argentina	23.000
Australia	225.000
Canada	495.000
Comunità economica europea	1.287.000
Stati Uniti d'America	1.890.000
Finlandia	14.000
Giappone	225.000
Svezia	35.000
Svizzera	32.000

3. Ai fini dell'applicazione del presente Protocollo, ogni parte che avrà firmato il suddetto Protocollo in conformità delle disposizioni del paragrafo 2 dell'articolo V, oppure che vi avrà aderito in conformità delle disposizioni dei paragrafi 2 e 3 dell'articolo VII, sarà ritenuta enumerata al paragrafo 2 dell'articolo III, con il contributo minimo che le sarà assegnato in conformità delle disposizioni pertinenti dell'articolo V o dell'articolo VII di questo Protocollo.

Articolo IV

Comitato per l'aiuto alimentare

Sarà istituito un Comitato per l'aiuto alimentare che sarà formato dalle parti indicate al paragrafo 2 dell'articolo III del presente Protocollo, nonché da quelle che diventeranno parti di tale Protocollo. Il Comitato designerà un presidente ed un vice-presidente.

Articolo V

Firma

1. Il presente Protocollo verrà aperto, a Washington, dal 17 marzo 1976 al 7 aprile 1976 incluso, alla firma dei Governi dell'Argentina, dell'Australia, del Canadà, degli Stati Uniti d'America, della Finlandia, del Giappone, della Svezia e della Svizzera nonché della Comunità economica europea e dei suoi Stati membri, con la riserva che essi firmino tanto il presente Protocollo quanto il Protocollo che proroga per la terza volta la Convenzione sul commercio del grano del 1971.

2. Il presente Protocollo sarà anche aperto, alle stesse condizioni, alla firma di ciascuna delle parti della Convenzione relativa all'aiuto alimentare del 1967, non indicate al paragrafo 1 del presente articolo, a condizione che il suo contributo sia almeno uguale a quello che aveva sottoscritto nella Convenzione sull'aiuto alimentare del 1967.

Articolo VI

Ratifica, accettazione, approvazione o conclusione

Il presente Protocollo viene sottoposto alla ratifica, all'accettazione, all'approvazione od alla conclusione di ciascuna della parti firmatarie, in conformità delle loro procedure costituzionali od istituzionali, con la riserva che ciascuna di esse ratifichi, accetti, approvi o concluda anche il Protocollo che proroga per la terza volta la Convenzione relativa al commercio del grano del 1971. Gli strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione o di conclusione saranno depositati presso il Governo degli Stati Uniti d'America il 18 giugno 1976 al più tardi, essendo inteso che il Comitato per l'aiuto alimentare può concedere una o più proroghe ad ogni firmatario che non avrà a tale data depositato il proprio strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di conclusione.

Articolo VII

Adesione

1. Il presente Protocollo è aperto all'adesione di tutte le parti contemplate all'articolo V dl detto Protocollo, con la riserva che ciascuna di esse aderisca ugualmente al Protocollo che proroga per la terza volta la Convenzione sul commercio del grano del 1971, e con la riserva anche, nel

caso di ciascuna parte contemplata al paragrafo 2 dell'articolo V, che il suo contributo sia almeno uguale a quello che aveva sottoscritto nella Convenzione relativa all'aiuto alimentare del 1967. Gli strumenti di adesione previsti al presente paragrafo saranno depositati al più tardi il 18 giugno 1976, rimanendo inteso che il Comitato per l'aiuto alimentare può concedere una o più proroghe a qualsiasi parte che, a tale data, non avrà depositato il proprio strumento di adesione.

2. Il Comitato per l'aiuto alimentare può approvare l'adesione al presente Protocollo, in qualità di donatore, del Governo di qualsiasi membro dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, delle sue istituzioni specializzate o dell'Agenzia internazionale dell'energia atomica, alle condizioni ritenute appropriate dal Comitato per l'aiuto alimentare, con la riserva che tale Governo aderisca nel medesimo tempo al Protocollo che proroga per la terza volta la Convenzione sul commercio del grano del 1971, se non ha aderito già a tale Protocollo.

3. L'adesione ha luogo con il deposito di uno strumento di adesione presso il Governo degli Stati Uniti d'America.

Articolo VIII

Applicazione provvisoria

Ogni parte contemplata all'articolo V del presente Protocollo può depositare presso il Governo degli Stati Uniti d'America una dichiarazione di applicazione provvisoria del presente Protocollo, con la riserva di depositare anche una dichiarazione di applicazione provvisoria del Protocollo che proroga per la terza volta la Convenzione sul commercio del grano del 1971, Qualsiasi altra parte la cui domanda di adesione sia approvata, può depositare anch'essa presso il Governo degli Stati Uniti d'America una dichiarazione di applicazione provvisoria, con la riserva di depositare anche una dichiarazione di applicazione provvisoria del Protocollo che proroga per la terza volta la Convenzione sul commercio del grano del 1971, a meno che non abbia già firmato detto Protocollo, o non abbia depositato una dichiarazione di applicazione provvisoria del suddetto Protocollo. Ogni parte che depositi una tale dichiarazione applica provvisoriamente il presente Protocollo ed è considerata provvisoriamente come ne fosse parte.

Articolo IX

Entrata in vigore

1. Il presente Protocollo entra in vigore, per le parti che avranno depositato strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione, di conclusione o di adesione:

a) il 19 giugno 1976 per tutte le disposizioni diverse dall'articolo II della Convenzione e dall'articolo III del Protocollo, e

b) il 1° luglio 1976 per l'articolo II della Convenzione e l'articolo III del Protocollo,

con la riserva che tutte le altre parti indicate al paragrafo 1 dell'articolo V del presente Protocollo abbiano depositato tali strumenti oppure una dichiarazione di applicazione provvisoria entro il 18 giugno 1976, e che il Protocollo che proroga per la terza volta la Convenzione relativa al commercio del grano del 1971 sia entrato in vigore. Il presente Protocollo entra in vigore, per tutte le altre parti che depositino uno strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione, di conclusione o di adesione, dopo l'entrata in vigore del Protocollo, alla data del suddetto deposito.

2. Se il presente Protocollo non entra in vigore in conformità delle disposizioni del paragrafo 1 del presente articolo, le parti che, al 19 giugno 1976, avranno depositato strumenti di ratifica, di ac-

cettazione, di approvazione, di conclusione o di adesione, oppure dichiarazioni di applicazione provvisoria, potranno, di comune accordo, decidere che esso entra in vigore tra le parti che hanno depositato strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione, di conclusione o di adesione, oppure dichiarazioni di applicazione provvisoria, a condizione che il Protocollo che proroga per la terza volta la Convenzione sul commercio del grano del 1971 sia in vigore, oppure potranno adottare qualsiasi altra misura che la situazione sembrerà loro esigere.

Articolo X

Notifica da parte del Governo depositario

Il Governo degli Stati Uniti d'America, in qualità di Governo depositario, notificherà a tutte le parti firmatarie e aderenti qualsiasi firma, ratifica, accettazione, approvazione, conclusione, applicazione provvisoria del presente Protocollo e qualsiasi adesione al suddetto.

Articolo XI

Copia conforme del Protocollo

Non appena possibile dopo l'entrata in vigore definitiva del presente Protocollo, il Governo depositario invierà una copia certificata conforme del suddetto Protocollo nelle lingue inglese, spagnola, francese e russa al Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, per la registrazione in conformità dell'articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite. Qualsiasi emendamento del presente Protocollo sarà comunicato nello stesso modo al Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

Articolo XII

Rapporti tra il Preambolo ed il Protocollo

Il presente Protocollo comprende il Preambolo dei Protocolli che proroga per la terza volta l'Accordo internazionale sul grano del 1971.

IN FEDE DI CHE, i sottoscritti, debitamente autorizzati a questo fine dai loro Governi o dalle loro autorità rispettive, hanno firmato il presente Protocollo alla data indicata a fronte della propria firma.

I testi del presente Protocollo nelle lingue inglese, spagnola, francese e russa fanno uguualmente fede. I testi originali saranno depositati presso gli archivi del Governo degli Stati Uniti d'America, il quale ne trasmetterà copie certificate conformi a tutte le parti firmatarie ed aderenti.

(*Seguono le firme*).

LEGGE 3 giugno 1978, n. 313.

Accettazione ed esecuzione del protocollo relativo ai marinai rifugiati, adottato a L'Aja il 12 giugno 1973.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato ad accettare il protocollo relativo ai marinai rifugiati, adottato a L'Aja il 12 giugno 1973.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data al protocollo di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo IV del protocollo stesso.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 3 giugno 1978

LEONE

ANDREOTTI — FORLANI

Visto, *il Guardasigilli*: BONIFACIO

PROTOCOLE RELATIF AUX MARINS REFUGIES

Les Parties au présent Protocole,

Considérant que l'application de l'Arrangement relatif aux marins réfugiés, signé le 23 novembre 1957 à La Haye (ci-après dénommé l'Arrangement) est étroitement liée à l'application de la Convention relative au statut des réfugiés, signée le 28 juillet 1951 à Genève (ci-après dénommée la Convention) qui ne s'applique qu'aux personnes devenues réfugiées par suite d'événements survenus avant le 1er janvier 1951,

Considérant que de nouvelles catégories de réfugiés sont apparues depuis que la Convention a été adoptée et qu'il est souhaitable que le même statut s'applique à tous les réfugiés couverts par la définition donnée dans la Convention sans qu'il soit tenu compte de la date limite du 1er janvier 1951 et qu'à cet effet un Protocole relatif au statut des réfugiés a été ouvert à l'adhésion le 31 janvier 1967 à New York,

Désireux d'établir un régime similaire à l'égard des marins réfugiés,

Sont convenues de ce qui suit:

Article I

1) Les Parties au présent Protocole s'engagent à appliquer aux marins réfugiés, tels qu'ils sont définis ci-après, les articles 2 et 4 à 13 inclus de l'Arrangement.

2) Aux fins du présent Protocole, le terme « marin réfugié » s'applique à toute personne qui, étant réfugiée aux termes de la définition contenue à l'article I, paragraphe 2, du Protocole relatif au statut des réfugiés du 31 janvier 1967, sert, à quelque titre que ce soit, comme marin à bord d'un navire de commerce ou dont la profession salariée habituelle est celle de marin à bord d'un tel navire.

3) Le présent Protocole sera appliqué sans aucune limitation géographique; toutefois les déclarations déjà faites, en vertu de l'alinéa *a*) du paragraphe 1 de la Section B de l'article premier de la Convention, par des Etats déjà Parties à celle-ci, s'appliqueront également sous le régime du présent Protocole, à moins qu'elles n'aient été étendues conformément au paragraphe 2 de la Section B de l'article premier de la Convention.

Article II

Tout différend entre les Parties au présent Protocole relatif à l'interprétation ou à l'application de toutes dispositions du Protocole, qui n'aura pu être réglé par d'autres moyens, sera soumis à la Cour internationale de justice à la demande de l'une des parties au différend.

Article III

1) Le présent Protocole sera ouvert à l'acceptation ou à l'approbation de tous les Gouvernements ayant signé l'Arrangement ou y ayant adhéré et de tout autre Gouvernement qui assume à l'égard des marins réfugiés les obligations prévues à l'article 28 de la Convention ou des obligations correspondantes.

2) Les instruments d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du Gouvernement du Royaume des Pays-Bas.

Article IV

1) Le présent Protocole entrera en vigueur le 90ème jour qui suivra la date du dépôt du huitième instrument d'acceptation ou d'approbation.

2) Pour chaque Gouvernement acceptant ou approuvant le présent Protocole après le dépôt du huitième instrument d'acceptation ou d'approbation, le présent Protocole entrera en vigueur à la date où ce Gouvernement aura déposé son instrument d'acceptation ou d'approbation.

Article V

1) Tout Gouvernement peut au moment du dépôt de son instrument d'acceptation ou d'approbation ou à toute date ultérieure, déclarer que le présent Protocole s'étendra à un ou plusieurs des territoires dont il assure les relations internationales, sous réserve qu'il assume, en ce qui concerne celui-ci ou ceux-ci, les obligations mentionnées au paragraphe 1 de l'article III.

2) Cette extension se fera par notification adressée au Gouvernement du Royaume des Pays-Bas.

3) L'extension prendra effet le 90ème jour qui suivra la date de réception de la notification par le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas, mais pas avant la date à laquelle le Protocole sera entré en vigueur conformément aux dispositions de l'article IV pour le Gouvernement qui aura effectué ladite notification.

Article VI

1) Toute Partie Contractante pourra dénoncer le présent Protocole à tout moment par notification adressée au Gouvernement du Royaume des Pays-Bas.

2) La dénonciation prendra effet un an après la date de réception de la notification par le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas. En cas de dénonciation du présent Protocole par une Partie Contractante, toute autre Partie pourra, après consultation des autres Parties Contractantes, dénoncer le Protocole; cette dénonciation produira ses effets à la même date que la précédente, sous réserve d'un préavis d'au moins six mois.

Article VII

1) Toute Partie Contractante qui a fait une notification conformément à l'article V pourra notifier ultérieurement à tout moment au Gouvernement du Royaume des Pays-Bas que le présent Protocole cessera de s'appliquer à tout territoire désigné dans la notification.

2) Le présent Protocole cessera de s'appliquer au territoire, ou aux territoires, en question un an après la date de réception de la notification par le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas.

Article VIII

Le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas informera tous les Gouvernements qui ont signé l'Arrangement ou qui y ont adhéré et tous les autres Gouvernements qui ont accepté ou approuvé le présent Protocole de tous dépôts et notifications faits conformément aux articles III, V, VI et VII

Article IX

Un exemplaire du présent Protocole, dont les textes anglais et français font également foi, signé par le Ministre des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas, sera déposé aux archives du Gouvernement du Royaume des Pays-Bas qui en transmettra copie certifiée conforme aux Gouvernements visés à l'article VIII.

Conformément à l'article IX du Protocole j'ai apposé ma signature le douze juin mil neuf cnet soixante-treize.

(s.) M. VAN DER STOEL

Ministre des Affaires Etrangères
du Royaume des Pays-Bas

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
FORLANI

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N.B. — I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nel protocollo.

PROTOCOLLO RELATIVO AI MARINAI RIFUGIATI

Le Parti contraenti del presente Protocollo,

Considerando che l'applicazione dell'Accordo relativo ai marinai rifugiati, firmato a L'Aja il 23 novembre 1957 (qui di seguito denominato l'Accordo) è strettamente connesso all'applicazione della Convenzione relativa allo *status* dei rifugiati firmata a Ginevra il 28 luglio 1951 (qui di seguito denominata la Convenzione), che si applica soltanto alle persone che sono divenute rifugiate in seguito ad avvenimenti verificatisi prima del 1° gennaio 1951,

Considerando che nuove categorie di rifugiati sono emerse dopo che la Convenzione è stata adottata e che è auspicabile che lo stesso *status* sia esteso a tutti i rifugiati contemplati dalla definizione della Convenzione senza tener conto della data limite del 1° gennaio 1951 e che a tal fine un Protocollo relativo allo *status* dei rifugiati fu aperto all'adesione a New York il 31 gennaio 1967,

Desiderando stabilire un regime similare nei confronti dei marinai rifugiati,

Hanno convenuto quanto segue:

Articolo I

1) Le Parti contraenti del presente Protocollo s'impegnano ad applicare ai marinai rifugiati, come definiti qui di seguito, gli articoli 2 e da 4 a 13 incluso dell'Accordo.

2) Ai fini del presente Protocollo, il termine « marinaio rifugiato » si riferisce a qualsiasi persona che, essendo rifugiata secondo la definizione di cui al paragrafo 2 dell'articolo I del Protocollo relativo allo *status* dei rifugiati del 31 gennaio 1967, è in servizio quale marinaio di qualsiasi categoria a bordo di una nave mercantile, o abitualmente percepisce il suo salario come un marinaio a bordo di detta nave.

3) Il presente Protocollo sarà applicato senza alcuna limitazione geografica; tuttavia le dichiarazioni già fatte, in conformità con l'articolo 1, 1) *a*) della sezione B della Convenzione, da Stati già Parti della stessa, si applicheranno anche ai sensi del presente Protocollo, a meno che esse non siano state estese in base all'articolo 1, 2) della sezione B della Convenzione.

Articolo II

Qualsiasi controversia fra le Parti contraenti del presente Protocollo, relativa all'interpretazione o all'applicazione di qualsiasi delle sue disposizioni, che non può essere regolata con altri mezzi, sarà demandata alla Corte internazionale di giustizia a richiesta di una delle Parti della controversia.

Articolo III

1) Il presente Protocollo sarà aperto all'accettazione o all'approvazione di tutti i Governi che hanno firmato l'Accordo o che vi hanno aderito o di qualsiasi altro Governo che si assume obblighi nei confronti dei marinai rifugiati in base all'articolo 28 della Convenzione o obblighi ad esso corrispondenti.

2) Gli strumenti d'accettazione o d'approvazione saranno depositati presso il Governo del Regno dei Paesi Bassi.

Articolo IV

1) Il presente Protocollo entrerà in vigore il 90° giorno dopo la data del deposito dell'ottavo strumento d'accettazione o d'approvazione.

2) Per ciascun Governo che accetti o che approvi il presente Protocollo dopo il deposito dell'ottavo strumento d'accettazione o d'approvazione, il presente Protocollo entrerà in vigore alla data del deposito da parte di detto Governo del suo strumento d'accettazione o d'approvazione.

Articolo V

1) Qualsiasi Governo può, al momento del deposito del suo strumento d'accettazione o d'approvazione, o in qualsiasi altra data successiva, dichiarare che il presente Protocollo dovrà estendersi a uno o più territori delle cui relazioni internazionali esso sia responsabile, purché abbia assunto nei confronti di detto o detti territori quegli obblighi che sono menzionati nel paragrafo 1 dell'articolo III.

2) Tale estensione dovrà farsi con notifica indirizzata al Governo del Regno dei Paesi Bassi.

3) Tale estensione avrà effetto il 90° giorno dopo la data alla quale è stata ricevuta la notifica dal Governo del Regno dei Paesi Bassi, ma non prima dell'entrata in vigore del presente Protocollo per il Governo notificante come specificato nell'articolo IV.

Articolo VI

1) Una Parte contraente può denunciare il presente Protocollo in qualsiasi momento a mezzo di notifica indirizzata al Governo del Regno dei Paesi Bassi.

2) La denuncia avrà effetto un anno dopo la data alla quale è stata ricevuta la notifica dal Governo del Regno dei Paesi Bassi. Qualora il presente Protocollo sia stato denunciato da una Parte contraente, qualsiasi altra Parte contraente, dopo aver consultato le restanti Parti, può denunciare il Protocollo con effetto dalla stessa data, purché sia data notifica almeno sei mesi prima.

Articolo VII

1) Una Parte contraente che abbia fatto una notifica ai sensi dell'articolo V potrà in qualsiasi momento successivo dichiarare a mezzo di notifica indirizzata al Governo del Regno dei Paesi Bassi che il presente Protocollo cesserà di applicarsi ad ogni territorio designato nella notifica.

2) Il presente Protocollo cesserà di applicarsi al territorio o ai territori in questione un anno dopo la data in cui la notifica è stata ricevuta dal Governo del Regno dei Paesi Bassi.

Articolo VIII

Il Governo del Regno dei Paesi Bassi informerà tutti i Governi che hanno firmato l'Accordo o vi hanno aderito e tutti gli altri Governi che hanno accettato o approvato il presente Protocollo di tutti i depositi e le notifiche fatti in conformità con gli articoli III, V, VI e VII.

Articolo IX

Un esemplare del presente Protocollo, i cui testi in inglese e francese fanno egualmente fede, firmato dal Ministro degli affari esteri del Regno dei Paesi Bassi, sarà depositato negli archivi del Governo del Regno dei Paesi Bassi, che ne trasmetterà copie conformi autenticate ai Governi di cui all'articolo VIII.

In conformità con l'articolo IX del presente Protocollo, io ho apposto la mia firma il dodici giugno millenovecentosettantatre.

(*Segue la firma*)

LEGGE 3 giugno 1978, n. **314.**

Ratifica ed esecuzione del protocollo recante modifiche alla convenzione, firmata a Parigi il 22 novembre 1928, concernente le esposizioni internazionali, con allegati, aperto alla firma a Parigi il 30 novembre 1972.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare il protocollo recante modifiche alla convenzione, firmata a Parigi il 22 novembre 1928, concernente le esposizioni internazionali, con allegati il nuovo testo della convenzione stessa ed un annesso concernente il regime doganale, aperto alla firma a Parigi il 30 novembre 1972.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data al protocollo di cui all'articolo precedente, con allegati il nuovo testo della convenzione ed un annesso concernente il regime doganale, a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo IV del protocollo stesso.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 3 giugno 1978

LEONE

ANDREOTTI — FORLANI — MALFATTI — DONAT-CATTIN — OSSOLA — ANTONIOZZI

Visto, *il Guardasigilli:* BONIFACIO

PROTOCOLE

PORTANT MODIFICATION DE LA CONVENTION SIGNEE A PARIS LE 22 NOVEMBRE 1928 CONCERNANT LES EXPOSITIONS INTERNATIONALES

Les Parties à la présente Convention,

Considérant que les règles et procédures instaurées par la Convention concernant les expositions internationales signée à Paris le 22 novembre 1928, modifiée et complétée par les protocoles des 10 mai 1948 et 16 novembre 1966, se sont révélées utiles et nécessaires aux organisateurs de ces expositions comme aux Etats participants,

Désireuses d'adapter aux conditions de l'activité moderne lesdites règles et procédures, ainsi que celles qui concernent l'Organisation chargée de veiller à son application et de réunir ces dispositions dans un seul instrument qui doit remplacer la Convention de 1928,

Sont convenues de ce qui suit:

Article premier

Le présent protocole a pour objet:

a) de modifier les règles et procédures concernant les expositions internationales;

b) de modifier les dispositions concernant les activités du Bureau International des Expositions.

Modification

Article II

La Convention de 1928 est de nouveau modifiée par le présent Protocole conformément aux objectifs exprimés à l'article premier. Le texte de la Convention ainsi modifiée figure dans l'appendice au présent Protocole dont il constitue partie intégrante.

Article III

1. Le présent Protocole est ouvert à la signature des Parties à la Convention de 1928 à Paris du 30 novembre 1972 au 30 novembre 1973 et restera ouvert après cette dernière date pour l'adhésion de ces mêmes Parties.

2. Les Parties à la Convention de 1928 peuvent devenir Parties au présent Protocole par:

a) signature sans réserve de ratification, acceptation ou approbation;

b) signature sous réserve de ratification, acceptation ou approbation, suivie de ratification, acceptation ou approbation;

c) adhésion.

3. Les instruments de ratification, acceptation, approbation ou adhésion sont déposés auprès du Gouvernement de la République française.

Article IV

Le présent Protocole entrera en vigueur à la date à laquelle 29 Etats y seront devenus parties dans les conditions prévues à l'article III.

Article V

Les dispositions du présent Protocole ne s'appliquent pas à l'enregistrement d'une exposition pour laquelle une date aura été retenue par le Bureau International des Expositions jusqu'à et y inclus la session du Conseil d'Administration qui aura immédiatement précédé l'entrée en vigueur du présent Protocole, conformément à l'article IV ci-dessus.

Article VI

Le Gouvernement de la République française notifiera aux gouvernements des Parties contractantes ainsi qu'au Bureau International des Expositions:

a) les signatures, ratifications, approbations, acceptations et adhésions conformément à l'article III;

b) la date à laquelle le présent Protocole entrera en vigueur conformément à l'article IV.

Article VII

Dès l'entrée en vigueur du présent Protocole, le Gouvernement de la République française le fera enregistrer auprès du Secrétariat des Nations Unies, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Protocole.

FAIT à Paris, le 30 novembre 1972, en langue française, en un seul exemplaire, qui sera conservé dans les archives du Gouvernement de la République française, lequel en délivrera des copies conformes aux gouvernements de toutes les Parties à la Convention de 1928.

Pour le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne :

S. VON BRAUN

Pour le Gouvernement de la République d'Autriche :

(Sous réserve de ratification)

ERICH BIELKA
28 septembre 1973

Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique :

(Sous réserve de ratification)

R. RAUX
R. ROTHSCHILD

Pour le Gouvernement de la République socialiste soviétique de Biélorussie :
(Sous la réserve formulée dans les pouvoirs et dans la déclaration)

V. ANICHTCHOUK

Pour le Gouvernement de la République fédérative du Brésil :

Pour le Gouvernement de la République populaire de Bulgarie :
(Avex les réserves et la déclaration formulées au moment de la signature)

E. RAZLOGOV

Pour le Gouvernement du Canada :

CLAUDE T. CHARLAND

Pour le Gouvernement du Royaume de Danemark :
(Sous la réserve de ratification)

POUL ASSAM

Pour le Gouvernement de l'Espagne :

EMILIO DE MOTTA

Pour le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique :
(Sous réserve de ratification et de la déclaration contenue dans la note verbale n. 201 du 29 novembre 1972)

JACK B. KUBISCH

Pour le Gouvernement de la République de Finlande :
(Sous réserve de ratification)

OLLE HEROLD

Pour le Gouvernement de la République française :

CHRISTIAN D'AUMALE

Pour le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord :

DONALD LOGAN
FRANCIS SEDGWICK-JELL

Pour le Gouvernement du Roayume de Grèce :

Pour le Gouvernement de la République d'Haiti :

Pour le Gouvernement de la République populaire hongroise :
(Sous la réserve mentionnée dans les pouvoirs)

LASZLO FOLDES

Pour le Gouvernement de l'Etat d'Israel :
(Sous réserve de ratification)

ISRAEL HAVIV

Pour le Gouvernement de la République italienne :
(Sous réserve de ratification)

FRANCESCO MALFATTI

Pour le Gouvernement du Japon :

Pour le Gouvernement de la République libanaise :

Pour le Gouvernement du Royaume du Maroc :

Pour le Gouvernement de la Principauté de Monaco :

PIERRE-LOUIS FALAIZE

Pour le Gouvernement de la République fédérale du Nigeria :

Pour le Gouvernement du royaume de Norvège :

HERSLEB VOGT

Pour le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande :

Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas :
(Sous réserve de ratification)

J. A. DE RANITZ

Pour le Gouvernement de la République populaire de Pologne :
(Sous réserve de ratification et sous la réserve mentionnée dans la note verbale du 30 novembre 1972 [n. Z-II - OME - BIE])

MICHAL KAJZERA

Pour le Gouvernement de la République du Portugal :
(Sous réserve de ratification)

ALFREDO LENCASTRE DA VEIGA
29 novembre 1973

Pour le Gouvernement de la République socialiste de Roumanie :
(Sous réserve de ratification et avec la réserve, mentionnée par les pleins pouvoirs, aux dispositions des paragraphes 3 et 4 de l'article 34 et avec déclaration à l'article 35)

C. FLITAN
le 8 novembre 1973

Pour le Gouvernement du Royaume de Suède :
(Sous réserve de ratification)

M. D. WINTER

Pour le Gouvernement de la Confédération suisse :
(Sous réserve de ratification)

MAX TROENDLE

Pour le Gouvernement de la République unie de Tanzanie :

Pour le Gouvernement de la République socialiste tchécoslovaque :

Pour le Gouvernement de la République tunisienne :
ABDESSALEM BEN AYED

Pour le Gouvernement de la République soviétique de l'Ukraine :
(Sous la réserve et la déclaration transmises au moment de la signature)

ALEXANDRE GORDENKO

Pour le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques :
(Sous la réserve et la déclaration transmises au moment de la signature)

YOURI BORISSOV

APPENDICE

CONVENTION CONCERNANT LES EXPOSITIONS INTERNATIONALES SIGNEE A PARIS LE 22 NOVEMBRE 1928, MODIFIEE ET COMPLETEE PAR LES PROTOCOLES DES 10 MAI 1948, 16 NOVEMBRE 1966 ET 30 NOVEMBRE 1972

TITRE PREMIER

Définitions et objets

Article premier

1. Une exposition est une manifestation qui, quelle que soit sa dénomination, a un but principal d'enseignement pour le public, faisant l'inventaire des moyens dont dispose l'homme pour satisfaire les besoins d'une civilisation et faisant ressortir dans une ou plusieurs branches de l'activité humaine les progrès réalisés ou les perspectives d'avenir.

2. L'exposition est internationale lorsque plus d'un Etat y participe.

3. Les participants à une exposition internationale sont, d'une part, les exposants des Etats officiellement représentés groupés en sections nationales, d'autre part, les organisations internationales ou les exposants ressortissants d'Etats non officiellement représentés et enfin ceux qui sont autorisés, selon les règlements de l'exposition, à poursuivre une autre activité, en particulier les concessionnaires.

Article 2

La présente Convention s'applique à toutes les expositions internationales, à l'exception des:

a) expositions d'une durée de moins de trois semaines;

b) expositions des Beaux-Arts;

c) expositions essentiellement commerciales.

Article 3

1. Nonobstant le titre qui pourrait être donné à une exposition par ses organisateurs, la présente Convention distingue les expositions universelles et les expositions spécialisées.

2. Une exposition est universelle lorsqu'elle fait l'inventaire des moyens utilisés et des progrès réalisés ou à réaliser dans plusieurs des branches de l'activité humaine, telles qu'elles résultent de la classification prévue à l'article 30, paragraphe 2. *a*), de la présente Convention.

3. Elle est spécialisée quand elle est consacrée à une seule branche de l'activité humaine, telle que cette branche se trouve définie dans sa classification.

TITRE II

Durée et fréquence des expositions

Article 4

1. La durée d'une exposition ne doit pas dépasser six mois.

2. Les dates d'ouverture et de clôture d'une exposition sont fixées au moment de son enregistrement et ne peuvent être modifiées qu'en cas de force majeure et avec l'accord du Bureau In-

ternational des Expositions (ci-après dénommé Bureau) et visé au Titre V de la présente Convention. Toutefois la durée totale de l'exposition ne doit pas dépasser six mois.

Article 5

1. La fréquence des expositions visées par la présente Convention est réglementée de la façon suivante:

a) dans un même Etat, un intervalle minimum de vingt ans doit séparer deux expositions universelles; un intervalle minimum de cinq ans doit séparer une exposition universelle et une exposition spécialisée;

b) dans des Etats différents, un intervalle minimum de dix ans doit séparer deux expositions universelles;

c) dans un même Etat un intervalle minimum de dix ans doit séparer des expositions spécialisées de même nature; un intervalle minimum de cinq ans doit séparer deux expositions spécialisées de nature différente;

d) dans des Etats différents un intervalle minimum de cinq ans doit séparer deux exposition spécialisées de même nature; un intervalle minimum de deux ans doit séparer deux expositions spécialisées de nature différente.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1 ci-dessus, le Bureau peut exceptionnellement et dans les conditions prévues à l'article 28 3. *f*), réduire les intervalles ci-dessus, d'une part, au bénéfice des expositions spécialisées, d'autre part et dans la limite de sept ans, au bénéfice des expositions universelles organisées dans des Etats différents.

3. Les intervalles qui doivent séparer les expositions enregistrees ont pour point de départ la date d'ouverture desdites expositions.

TITRE III

Enregistrement

Article 6

1. Le Gouvernement d'une Partie contractante sur le territoire de laquelle une exposition est projetée (ci-après dénommé Gouvernement invitant) doit adresser au Bureau une demande pour obtenir son enregistrement en indiquant les mesures législatives, réglementaires ou financières qu'il prévoit à l'occasion de cette exposition. Le Gouvernement d'un Etat non contractant désireux d'obtenir l'enregistrement d'une exposition peut, de la même manière, adresser une demande au Bureau, à condition de s'engager à respecter pour cette exposition les dispositions des Titres I, II, III et IV de cette Convention et les règlements édictés pour leur application.

2. La demande d'enregistrement doit être faite par le Gouvernement chargé des relations internationales se rapportant au lieu où l'exposition est projetée (ci-après dénommé le Gouvernement invitant), même dans le cas où ce Gouvernement n'est pas l'organisateur de l'exposition.

3. Le Bureau détermine par ses règlements obligatoires le délai maximum pour retenir la date d'une exposition et le délai minimum pour le dépôt de la demande d'enregistrement; il précise les documents qui doivent accompagner une telle demande. Il fixe également, par règlement obligatoire, le montant des contributions exigées pour frais d'examen de la demande.

4. L'enregistrement n'est accordé que si l'exposition remplit les conditions fixées par la présente Convention et les règlements établis par le Bureau.

Article 7

1. Lorsque deux Etats ou plus sont en concurrence entre eux pour l'enregistrement d'une exposition et ne parviennent pas à s'accorder, ils saisissent l'assemblée générale du Bureau qui décide en tenant compte des considérations invoquées, et notamment des raisons spéciales de nature historique ou morale, du temps écoulé depuis la dernière exposition et du nombre de manifestations déjà organisées par les Etats concurrents.

2. Sauf dans des circonstances exceptionnelles, le Bureau donne la préférence à une exposition projetée sur le territoire d'une Partie contractante.

Article 8

Sauf dans le cas prévu à l'article 4, paragraphe 2, l'Etat qui a obtenu l'enregistrement d'une exposition perd les droits attachés à cet enregistrement s'il modifie la date à laquelle il avait déclaré qu'elle se tiendrait. S'il entend qu'elle soit organisée à une autre date, il doit introduire une nouvelle demande et se soumettre, s'il y a lieu, à la procédure fixée à l'article 7 qu'impliquent les compétitions éventuelles.

Article 9

1. Pour toute exposition qui n'a pas été enregistrée, les Parties contractantes refusent leur participation et leur patronage ainsi que toute subvention.

2. Les Parties contractantes restent entièrement libres de ne pas participer à une exposition enregistrée.

3. Chaque Partie contractante usera de tous les moyens qui, d'après sa législation, lui paraîtront les plus opportuns pour agir contre les promoteurs d'expositions fictives ou d'expositions auxquelles les participants seraient frauduleusement attirés par des promesses, annonces ou réclames mensongères.

TITRE IV

Obligations des organisateurs des expositions enregistrées et des Etats participants

Article 10

1. Le Gouvernement invitant doit veiller au respect des dispositions de la présente Convention et des règlements édictés pour son application.

2. Si ce Gouvernement n'organise pas lui-même l'exposition, la personne morale qui l'organise doit être officiellement reconnue à cet effet par le Gouvernement, lequel garantit l'exécution des obligations de cette personne morale.

Article 11

1. Toutes les invitations à participer à une exposition, qu'elles soient adressées à des Parties contractantes ou à des Etats non membres, doivent être acheminées par voie diplomatique par le seul Gouvernement de l'Etat invitant au seul Gouvernement de l'Etat invité, pour lui-même et les

autres personnes physiques ou morales qui relèvent de son autorité. Les réponses doivent parvenir par la même voie au Gouvernement invitant, de même que les désirs de participation exprimés par des personnes physiques ou morales non invitées. Les invitations doivent tenir compte des délais prescrits par le bureau. Les invitations aux organisations de caractère international leur sont adressées directement.

2. Aucune Partie contractante ne peut organiser ou patronner une participation à une exposition internationale si les invitations ci-dessus n'ont pas été adressées conformément aux dispositions de cette Convention.

3. Les Parties contractantes s'engagent à n'adresser ni n'accepter aucune invitation à participer à une exposition, quelle doive avoir lieu sur le territoire d'une Partie contractante ou sur celui d'un Etat non membre, si cette invitation ne fait pas mention de l'enregistrement accordé conformément aux dispositions de la présente Convention.

4. Toute Partie contractante peut requérir les organisateurs de s'abstenir de lui adresser des invitations autres que celle qui lui est destinée. Elle peut aussi s'abstenir de transmettre des invitations ou des désirs de participation exprimés par des personnes physiques ou morales non invitées.

Article 12

Le Gouvernement invitant doit nommer un commissaire général de l'exposition chargé de le représenter à toutes fins de la présente Convention et en tout ce qui concerne l'exposition.

Article 13

Le Gouvernement de tout Etat qui participe à une exposition doit nommer un commissaire général de section pour le représenter auprès du Gouvernement invitant. Le commissaire général de section est seul chargé de l'organisation de sa présentation nationale. Il informe le commissaire général de l'exposition de la composition de cette présentation et veille au respect des droits et obligations des exposants.

Article 14

1. Au cas où les expositions universelles comportent des pavillons nationaux, tous les Gouvernements participants construisent leurs pavillons à leurs propres frais. Néanmoins, avec l'approbation préalable du bureau, les organisateurs des expositions universelles peuvent, par dérogation, construire des emplacements destinés à être loués aux Gouvernements qui ne sont pas en mesure de construire des pavillons nationaux.

2. Dans les expositions spécialisées, la construction des bâtiments incombe aux organisateurs.

Article 15

Dans une exposition universelle il ne peut être perçu, ni par le Gouvernement invitant, ni par les autorités locales, ni par les organisateurs de l'exposition, de loyer ou de redevance forfaitaire pour les emplacements attribués aux Gouvernements participants (à l'exception d'un loyer pour les emplacements construits au titre de la dérogation prévue à l'article 14, 1). Dans le cas où une taxe immobilière serait exigible, d'après la législation en vigueur dans l'Etat invitant, elle demeurerait à la charge des organisateurs. Seuls les services effectivement rendus en application des règlements approuvés par le bureau peuvent faire l'objet d'une rétribution.

Article 16

Le régime douanier des expositions est fixé par l'annexe à la présente Convention, dont ladite annexe fait partie intégrante.

Article 17

Dans une exposition, ne sont considérées comme nationales et, en conséquence, ne peuvent être désignées sous cette dénomination que les sections constituées sous l'autorité de commissaires généraux nommés conformément à l'article 13 par les Gouvernements des Etats participants. Une section nationale comprend tous les exposants de l'Etat considéré, mais non les concessionnaires.

Article 18

1. Dans une exposition, il ne peut être fait usage pour désigner un participant ou un groupe de participants d'une appellation géographique se rapportant à une Partie contractante qu'avec l'autorisation du commissaire général de section représentant le Gouvernement de ladite Partie.

2. Si une Partie contractante ne participe pas à une exposition, le commissaire général de cette exposition veille, en ce qui concerne cette Partie contractante, au respect de la protection prevue au paragraphe précédent.

Article 19

1. Les productions présentées dans la section nationale d'un Etat participant doivent être en relation étroite avec cet Etat (par exemple objets originaires de son territoire ou productions créées par ses ressortissants).

2. Peuvent toutefois y figurer, avec l'autorisation des commissaires généraux des autres Etats en cause, d'autres objets ou productions, à condition qu'ils ne servent qu'à compléter la présentation.

3. En cas de contestation entre Etats participants dans les cas prévus aux paragraphes 1 et 2, un arbitrage est rendu par le collège des commissaires généraux de section statuant à la majorité des commissaires présents. La décision est définitive.

Article 20

1. A moins de dispositions contraires dans la législation en vigueur dans l'Etat invitant, il ne doit être concédé aucun monopole de quelque nature qu'il soit, sauf, en ce qui concerne les services communs, autorisation du bureau accordée au moment de l'enregistrement. Dans ce cas les organisateurs sont tenus aux obligations suivantes:

a) indiquer l'existence de ce ou ces monopoles dans le règlement général de l'exposition et dans le contrat de participation;

b) assurer aux participants l'usage des services monopolisés aux conditions habituellement appliquées dans l'Etat;

c) ne limiter en aucun cas les pouvoirs des commissaires généraux dans leurs sections respectives.

2. Le commissaire général de l'exposition prend toute mesure pour que les tarifs demandés aux Etats participants ne soient pas plus élevés que ceux demandés aux organisateurs de l'exposition et, en tout cas, que les tarifs normaux de la localité.

Article 21

Le commissaire général de l'exposition prend toutes les mesures possibles pour assurer le fonctionnement efficace des services d'utilité publique à l'intérieur de l'exposition.

Article 22

Le Gouvernement invitant s'efforce de faciliter l'organisation de la participation des Etats et de leurs ressortissants, notamment en matière de tarifs de transport et de conditions d'admission des personnes et des objets.

Article 23

1. Le règlement général d'une exposition doit indiquer si, indépendamment des certificats de participation qui peuvent être accordés, des récompenses seront ou non décernées aux participants. Dans le cas où des récompenses seraient prévues, leur attribution peut être limitée à certaines catégories.

2. Avant l'ouverture de l'exposition tout participant peut déclarer vouloir rester en dehors de l'attribution des récompenses.

Article 24

Le Bureau International des Expositions, visé au titre suivant, peut établir des règlements fixant les conditions générales de composition et de fonctionnement des jurys et déterminant le mode d'attribution des récompenses.

TITRE V

Dispositions institutionnelles

Article 25

1. Il est institué une organisation internationale dénommée Bureau International des Expositions, chargé de veiller et pourvoir à l'application de la présente Convention. Ses membres sont les gouvernements des Parties contractantes. Le siège du Bureau est à Paris.

2. Le Bureau possède la personnalité juridique, et notamment la capacité de conclure des contrats, d'acquérir et de vendre des biens meubles et immeubles, ainsi que d'ester en justice.

3. Le Bureau a la capacité de conclure des accords, notamment en matière de privilèges et immunités avec des Etats et organisations internationales pour l'exercice des attributions qui lui sont confiées par la présente Convention.

4. Le Bureau comprend une assemblée générale, un président, une commission exécutive, des commissions spécialisées, autant de vice-présidents que de commissions et un secrétariat placé sous l'autorité d'un secrétaire général.

Article 26

L'assemblée générale du bureau est composée des délégués désignés par les gouvernements des Parties contractantes à raison d'un à trois délégués pour chacune d'elles.

Article 27

L'assemblée générale tient des sessions régulières et peut également tenir des sessions extraordinaires. Elle statue sur toutes les questions pour lesquelles la présente Convention attribue compétence au bureau dont elle est la plus haute autorité, et notamment:

a) discute, adopte et publie les règlements relatifs à l'enregistrement, la classification et l'organisation des expositions internationales et au fonctionnement du bureau.

Dans les limites des dispositions de la présente Convention, elle peut établir des règlements obligatoires. Elle peut aussi établir des règlements types qui serviront de guides pour l'organisation des expositions;

b) arrête le budget, contrôle et approuve les comptes du bureau;

c) approuve les rapports du secrétaire général;

d) crée les commissions qu'elle juge utiles, désigne les membres de la commission exécutive et des autres commissions et fixe la durée de leur mandat;

e) approuve tout projet d'accord international visé à l'article 25 3) de la présente Convention;

f) adopte les projets d'amendements visés à l'article 33;

g) désigne le secrétaire général.

Article 28

1. Le gouvernement de chaque Partie contractante, quel que soit le nombre de ses délégués, dispose d'une voix au sein de l'assemblée générale. Toutefois, son droit de vote est suspendu si la totalité des cotisations dues par lui, en application de l'article 32 ci-après, excède le total de ses cotisations se rapportant à l'année en cours et à l'année précédente.

2. L'assemblée générale peut valablement délibérer lorsque le nombre des délégations présentes en séance et ayant droit de vote est au moins des deux tiers de celui des Parties contractantes ayant droit de vote. Si ce quorum n'est pas atteint, elle est à nouveau convoquée sur le même ordre du jour, à échéance d'au moins un mois. Dans ce cas, le quorum requis est abaissé à la moitié du nombre des Parties contractantes disposant du droit de vote.

3. Les votes sont acquis à la majorité des délégations présentes qui expriment leur vote pour ou contre. Toutefois, dans les cas suivants la majorité des deux tiers est requise:

a) adoption des projets d'amendements à la présente Convention;

b) etablissement et modification des règlements;

c) adoption du budget et approbation du montant des cotisations annuelles des Parties contractantes;

d) autorisation de modifier les dates d'ouverture et de clôture d'une exposition dans les conditions prévues à l'article 4 ci-dessus;

e) enregistrement d'une exposition sur le territoire d'un Etat non membre en cas de concurrence avec une exposition sur le territoire d'une Partie contractante;

f) réduction des intervalles prévus à l'article 5 de la présente Convention;

g) acceptation des réserves à un amendement présentées par une Partie contractante; ledit

amendement devant être, en application de l'article 33, adopté à la majorité des quatre cinquièmes ou à l'unanimité selon le cas;

h) approbation de tout projet d'accord international;

i) nomination du secrétaire général.

Article 29

1. Le président est élu par l'assemblée générale au scrutin secret pour une période de deux ans parmi les délégués des gouvernements des Parties contractantes, mais il ne représente plus l'Etat dont il est ressortissant pendant la durée de son mandat. Il est rééligible.

2. Le président convoque et dirige les réunions de l'assemblée générale et veille au bon fonctionnement du bureau. En son absence, ses fonctions sont exercées par le vice-présidente chargé de la commission exécutive ou, à défaut, par un des autres vice-présidents, dans l'ordre de leur élection.

3. Les vice-présidents sont élus parmi les délégués des gouvernements des Parties contractantes, par l'assemblée générale qui détermine la nature et la durée de leur mandat et désigne notamment a commission dont ils ont la charge.

Article 30

1. La commission exécutive se compose de délégués des gouvernements de douze Parties contractantes à raison d'un pour chacun d'entre eux.

2. La commission exécutive:

a) etablit et tient à jour une classification des activités humaines susceptibles de figurer dans une exposition;

b) examine toute demande d'enregistrement d'une exposition et la soumet, avec son avis, à l'approbation de l'assemblée générale;

c) remplit les tâches qui lui sont confiées par l'assemblée générale;

d) peut demander l'avis des autres commissions.

Article 31

1. Le secrétaire général, nommé suivant les dispositions de l'article 28 de la présente Convention, doit être un ressortissant d'une des Parties contractantes.

2. Le secrétaire général est chargé de gérer les affaires courantes du bureau suivant les instructions de l'assemblée générale et de la commission exécutive. Il élabore le projet de budget, présente les comptes et soumet à l'assemblée générale des rapports relatifs à ses activités. Il représente le bureau, notamment en justice.

3. L'assemblée générale détermine les autres attributions et les obligations du secrétaire général ainsi que son statut.

Article 32

Le budget annuel du bureau est fixé par l'assemblée générale dans les conditions prévues au paragraphe 3 de l'article 28. Il tient compte des réserves financières du bureau, des recettes de toute sorte, ainsi que des soldes débiteurs et créditeurs reportés des exercices précédents. Les dépenses du bureau sont couvertes par ces sources et par les cotisations des Parties contractantes selon le nombre de parts leur incombant en application des décisions de l'assemblée générale.

Article 33

1. Toute Partie contractante peut proposer un projet d'amendement à la présente Convention. Le texte dudit projet et les raisons qui l'ont motivé sont adressés au secrétaire général qui les communique dans le plus bref délai aux autres Parties contractantes.

2. Le projet d'amendement proposé est inscrit à l'ordre du jour de la session ordinaire ou d'une session extraordinaire de l'assemblée générale qui se tient au moins trois mois après la date de son envoi par le secrétaire général.

3. Tout projet d'amendement adopté par l'assemblée générale dans les conditions prévues au paragraphe précédent et à l'article 28 est soumis par le Gouvernement de la République française à l'acceptation de toutes les Parties contractantes. Il entre en vigueur à l'égard de toutes ces Parties à la date à laquelle les quatre cinquièmes d'entre elles ont notifié leur acceptation au Gouvernement de la République française. Toutefois, par dérogation aux dispositions qui précèdent, tout projet d'amendement au présent paragraphe, à l'article 16 relatif au régime douanier, ou à l'annexe prévue audit article n'entre en vigueur qu'à la date à laquelle toutes les Parties contractantes ont notifié leur acceptation au Gouvernement de la République française.

4. Toute Partie contractante qui souhaite assortir d'une réserve son acceptation d'un amendement fait part au bureau des termes de la réserve envisagée. L'assemblée générale statue sur l'admissibilité de ladite réserve. L'assemblée générale doit faire droit aux réserves qui tendraient à sauvegarder des situations acquises en matière d'expositions et rejeter celles qui auraient pour effet de créer des situations privilégiées. Si la réserve est acceptée, la Partie qui l'avait présentée figure parmi celles qui sont comptées comme ayant accepté l'amendement pour le calcul de la majorité des quatre cinquièmes susmentionnés. Si elle est rejetée, la Partie qui l'avait présentée opte entre le refus de l'amendement ou son acceptation sans réserve.

5. Lorsque l'amendement entre en vigueur dans les conditions prévues au troisième paragraphe du présent article, toute Partie contractante ayant refusé de l'accepter peut, si elle le juge bon, se prévaloir des dispositions de l'article 37 ci-après.

Article 34

1. Tout différend entre deux ou plusieurs Parties contractantes concernant l'application ou l'interprétation de la présente Convention qui ne peut être réglé par les autorités investies de pouvoirs de décision, en application de la présente Convention, fera l'objet de négociations entre les Parties en litige.

2. Si ces négociations n'aboutissent pas à un accord à bref délai, une des Parties saisit le président du bureau et lui demande de désigner un conciliateur. Si alors le conciliateur ne peut obtenir l'accord des Parties en litige sur une solution, il constate et délimite dans son rapport au président la nature et l'étendue du litige.

3. Lorsqu'un désaccord est ainsi constaté, le différend fait l'objet d'un arbitrage. A cette fin une des Parties saisit, dans un délai de deux mois à compter de la communication du rapport aux Parties en litige, le secrétaire général du bureau d'une requête d'arbitrage en mentionnant l'arbitre choisi par elle. L'autre ou les autres Parties au différend doivent désigner, chacune, dans un délai de deux mois, leur arbitre respectif. A défaut, une des Parties saisit le président de la Cour internationale de Justice en lui demandant de désigner le ou les arbitres.

Lorsque plusieurs Parties font cause commune, elles ne comptent pour l'application des dispositions du paragraphe qui précède que pour une seule. En cas de doute, le secrétaire général décide.

Les arbitres désignent à leur tour un surarbitre. Si les arbitres ne peuvent s'accorder sur ce choix dans un délai de deux mois, le président de la Cour internationale de Justice, saisi par une des Parties, y pourvoit.

4. Le collège arbitral rend son arbitrage à la majorité de ses membres, la voix du surarbitre étant prépondérante en cas de partage égal des voix. Cet arbitrage s'impose à toutes les Parties en litige, définitivement et sans recours.

5. Chaque Etat pourra, au moment où il signera ou ratifiera la présente Convention ou y adhéera, déclarer qu'il ne se considère pas lié par les dispositions des paragraphes 3 et 4 qui précèdent. Les autres Parties contractantes ne seront pas liées par lesdites dispositions envers tout Etat qui aura formulé une telle réserve.

6. Toute Partie contractante qui aura formulé une réserve conformément aux dispositions du paragraphe précédent, pourra à tout moment lever cette réserve par une notification adressée au Gouvernement dépositaire.

Article 35

La présente Convention est ouverte à l'adhésion, d'une part, de tout Etat, soit membre de l'Organisation des Nations Unies, soit non membre de l'O.N.U. qui est Partie au statut de la Cour internationale de Justice, ou membre d'une institution spécialisée des Nations Unies, ou membre de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique et, d'autre part, de tout autre Etat dont la demande d'adhésion est approuvée par la majorité des deux tiers des Parties contractantes ayant droit de vote à l'assemblée générale du bureau. Les instruments d'adhésion sont déposés auprès du Gouvernement de la République française et prennent effet à la date de leur dépôt.

Article 36

Le Gouvernement de la République française notifie aux Gouvernements des Etats Parties à la présente Convention ainsi qu'au Bureau International des Expositions:

a) l'entrée en vigueur des amendements, conformément à l'article 33;

b) les adhésions, conformément à l'article 35;

c) les dénonciations, conformément à l'article 37;

d) les réserves émises en application de l'article 34, paragraphe 5;

e) l'expiration éventuelle de la Convention.

Article 37

1. Toute Partie contractante peut dénoncer la présente Convention en le notifiant par écrit au Gouvernement de la République française.

2. Cette dénonciation prend effet un an après la date de réception de cette notification.

3. La présente Convention vient à expiration si, par suite de dénonciations, le nombre des Parties contractantes est réduit à moins de sept.

Sous réserve de tout accord qui pourrait être conclu entre les Parties contractantes au sujet de la dissolution du bureau, le secrétaire général sera chargé des questions de liquidation. L'actif sera

réparti entre les Parties contractantes au prorata des cotisations versées depuis qu'elles sont Parties à la présente Convention. S'il existe un passif, celui-ci sera pris en charge par ces mêmes Parties au prorata des cotisations fixées pour l'exercice financier en cours.

FAIT à Paris, le 30 novembre 1972.

Pour le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne :

S. VON BRAUN

Pour le Gouvernement de la République d'Autriche :
(Sous réserve de ratification)

ERICH BIELKA
28 septembre 1973

Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique :
(Sous réserve de ratification)

R. RAUX
R. ROTHSCHILD

Pour le Gouvernement de la République socialiste soviétique de Biélorussie :
(Sous la réserve formulée dans les pouvoirs et dans la déclaration)

V. ANICHTCHOUK

Pour le Gouvernement de la République fédérative du Brésil :

Pour le Gouvernement de la République populaire de Bulgarie :
(Avex les réserves et la déclaration formulées au moment de la signature)

E. RAZLOGOV

Pour le Gouvernement du Canada :

CLAUDE T. CHARLAND

Pour le Gouvernement du Royaume de Danemark :
(Sous la réserve de ratification)

POUL ASSAM

Pour le Gouvernement de l'Espagne :

EMILIO DE MOTTA

Pour le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique :
(Sous réserve de ratification et de la déclaration contenue dans la note verbale n. 201 du 29 novembre 1972)

JACK B. KUBISCH

Pour le Gouvernement de la République de Finlande :
(Sous réserve de ratification)

OLLE HEROLD

Pour le Gouvernement de la République française :

CHRISTIAN D'AUMALE

Pour le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord :

DONALD LOGAN
FRANCIS SEDGWICK-JELL

Pour le Gouvernement du Roayume de Grèce :

Pour le Gouvernement de la République d'Haiti :

Pour le Gouvernement de la République populaire hongroise :
(Sous la réserve mentionnée dans les pouvoirs)

LASZLO FOLDES

Pour le Gouvernement de l'Etat d'Israel :
(Sous réserve de ratification)

ISRAEL HAVIV

Pour le Gouvernement de la République italienne :
(Sous réserve de ratification)

FRANCESCO MALFATTI

Pour le Gouvernement du Japon :

Pour le Gouvernement de la République libanaise :

Pour le Gouvernement du Royaume du Maroc :

Pour le Gouvernement de la Principauté de Monaco :

PIERRE-LOUIS FALAIZE

Pour le Gouvernement de la République fédérale du Nigeria :

Pour le Gouvernement du royaume de Norvège :

HERSLEB VOGT

Pour le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande :

Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas :
(Sous réserve de ratification)

J. A. DE RANITZ

Pour le Gouvernement de la République populaire de Pologne :

(Sous réserve de ratification et sous la réserve mentionnée dans la note verbale du 30 novembre 1972 [n. Z-II - OME - BIE])

MICHAL KAJZERA

Pour le Gouvernement de la République du Portugal :

(Sous réserve de ratification)

ALFREDO LENCASTRE DA VEIGA
29 novembre 1973

Pour le Gouvernement de la République socialiste de Roumanie :

(Sous réserve de ratification et avec la réserve, mentionnée par les pleins pouvoirs, aux dispositions des paragraphes 3 et 4 de l'article 34 et avec déclaration à l'article 35)

C. FLITAN
le 8 novembre 1973

Pour le Gouvernement du Royaume de Suède :

(Sous réserve de ratification)

M. D. WINTER

Pour le Gouvernement de la Confédération suisse :

(Sous réserve de ratification)

MAX TROENDLE

Pour le Gouvernement de la République unie de Tanzanie :

Pour le Gouvernement de la République socialiste tchécoslovaque :

Pour le Gouvernement de la République tunisienne :

ABDESSALEM BEN AYED

Pour le Gouvernement de la République soviétique de l'Ukraine :

(Sous la réserve et la déclaration transmises au moment de la signature)

ALEXANDRE GORDENKO

Pour le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques :

(Sous la réserve et la déclaration transmises au moment de la signature)

YOURI BORISSOV

ANNEXE

A LA CONVENTION SIGNEE A PARIS LE 22 NOVEMBRE 1928 CONCERNANT LES EXPOSITIONS INTERNATIONALES, MODIFIEE ET COMPLETEE PAR LES PROTOCOLES DU 10 MAI 1948, DU 16 NOVEMBRE 1966 ET DU 30 NOVEMBRE 1972

REGIME DOUANIER POUR L'IMPORTATION DES ARTICLES PAR LES PARTICIPANTS AUX EXPOSITIONS INTERNATIONALES

Article premier

Définitions

Pour l'application de la présente annexe on entend par:

a) « Droits à l'importation », les droits de douane et tous autres droits et taxes perçus à l'importation ou à l'occasion de l'importation, ainsi que tous les droits d'accise et taxes intérieures dont sont passibles les marchandises importées, à l'exclusion toutefois des redevances et impositions qui sont limitées au coût approximatif des services rendus et qui ne constituent pas une protection indirecte des produits nationaux ou des taxes de caractère fiscal à l'importation.

b) « Admission temporaire », l'importation temporaire en franchise de droits à l'importation, sans prohibitions ni restrictions d'importation, à charge de réexportation.

Article 2

Bénéficient de l'admission temporaire:

a) Les marchandises destinées à être exposées ou à faire l'objet d'une démonstration à l'exposition

b) Les marchandises destinées à être utilisées pour les présentations à l'exposition de produits étrangers, telles que:

- *i*) les marchandises nécessaires pour la démonstration des machines ou appareils étrangers exposés;
- *ii*) les matériaux de construction, même à l'état brut, le matériel de décoration et d'ameublement, et l'équipement électrique pour les pavillons et stands étrangers de l'exposition, ainsi que pour les locaux affectés au Commissaire Général de Section d'un pays étranger participant;
- *iii*) les outils, le matériel utilisés pour la construction et les moyens de transports, nécessaires aux travaux de l'exposition;
- *iv*) le matériel publicitaire ou de démonstration destiné manifestement à être utilisé à titre de publicité pour les marchandises étrangères présentées à l'exposition, tel que les enregistrements sonores, films et diapositives, ainsi que l'appareillage nécessaire à leur utilisation.

c) Le matériel, y compris les installations d'interprétariat, les appareils d'enregistrement du son et les films à caractère éducatif, scientifique ou culturel, destiné à être utilisé à l'occasion de l'exposition.

Article 3

Les facilités visées à l'article 2 de cette Annexe sont accordées à condition que:

a) les marchandises puissent être identifiées lors de leur réexportation;

b) le Commissaire Général de Section du pays participant garantisse sans dépôt de fonds le paiement des droits à l'importation frappant les marchandises qui ne seraient pas réexportées après la clôture de l'exposition dans les délais fixés; d'autres garanties prévues par la législation du pays invitant peuvent être admises à la demande des exposants (par exemple carnet A.T.A. institué par la Convention du Conseil de Coopération douanière du 6 décembre 1961);

c) les autorités douanières du pays d'importation temporaire estiment que les conditions imposées par cette annexe soient remplies.

Article 4

Aussi longtemps qu'elles bénéficient des facilités prévues par la présente Annexe et sauf si les lois et règlements du pays d'importation temporaire le permettent, les marchandises placées en admission temporaire ne peuvent pas être prêtées, louées ou utilisées moyennant rétribution ni transportées hors du lieu de l'exposition. Elles doivent être réexportées dans les plus brefs délais et au plus tard trois mois après la clôture de l'exposition. Les autorités douanières peuvent pour des raisons valables prolonger cette période dans les limites prescrites par les lois et règlements du pays d'importation temporaire.

Article 5

a) Nonobstant l'obligation de réexportation prévue à l'article 4, la réexportation des marchandises périssables ou gravement endommagées ou de faible valeur n'est pas exigée, pourvu qu'elles soient, selon la décision des autorités douanières:

i) soumises aux droits à l'importation dus en l'espèce ou

ii) abandonnées, libres de tous frais, au Trésor public du pays d'importation temporaire ou

iii) détruites, sous contrôle officiel, sans qu'il puisse en résulter de frais pour le Trésor public du pays d'importation temporaire.

Toutefois l'obligation de réexportation ne s'applique pas aux marchandises de toute nature dont la destruction requise par le Commissaire Général de Section concerné est effectuée sous contrôle officiel et sans qu'il puisse en résulter de frais pour le Trésor public du pays d'importation temporaire.

b) Les marchandises placées en admission temporaire peuvent recevoir une destination autre que la réexportation, et notamment être mises à la consommation intérieure, sous réserve qu'il soit satisfait aux conditions et aux formalités qui seraient appliquées en vertu des lois et règlements du pays d'importation temporaire si elles étaient importées directement de l'étranger.

Article 6

Les produits accessoirement obtenus au cours de l'exposition, à partir de marchandises importées temporairement, à l'occasion de la démonstration de machines ou d'appareils exposés, sont soumis aux dispositions des articles 4 et 5 de la présente Annexe, de la même façon que s'ils avaient été placés en admission temporaire, sous réserve des dispositions de l'article 7 ci-après.

Article 7

Les droits à l'importation ne sont pas percus, les prohibitions ou restrictions à l'importation ne sont pas appliquées et, si l'admission temporaire a été accordée, la réexportation n'est pas exigée dans les cas suivants, pourvu que la valeur globale et la quantité des marchandises soient raisonnables, de l'avis des autorités douanières du pays d'importation, eu égard à la nature de l'exposition, au nombre des visiteurs et à l'importance de la participation de l'exposant:

a) Petits échantillons (autres que boissons alcooliques, tabac et combustibles) représentatifs des marchandises étrangères exposées à l'exposition, y compris les échantillons de produits alimentaires et de boissons, importés comme tels ou obtenus à l'exposition à partir de marchandises importées en vrac, pourvu:

i) qu'il s'agisse de produits étrangers fournis gratuitement et qui servent uniquement à des distributions gratuites au public à l'exposition pour être utilisés ou consommés par les personnes à qui ils auront été distribués;

ii) que ces produits soient identifiables comme étant des échantillons à caractère publicitaire ne présentant qu'une faible valeur unitaire;

iii) qu'ils ne se prêtent pas à la commercialisation et qu'ils soient, le cas échéant, conditionnés en quantités nettement plus petites que celles contenues dans le plus petit emballage vendu au détail;

iv) que les échantillons de produits alimentaires et de boissons qui ne sont pas distribués dans les emballages, conformément à l'alinéa *iii*) ci-dessus, soient consommés à l'exposition.

b) Echantillons importés qui sont utilisés ou consommés par les membres des jurys de l'exposition pour apprécier et juger les objets exposés, sous réserve de la production d'une attestation du Commissaire Général de Section, mentionnant la nature et la quantité des objets consommés au cours de telle appréciation et tel jugement.

c) Marchandises importées uniquement en vue de leur démonstration, ou pour la démonstration de machines et appareils étrangers présentés à l'exposition, et qui sont consommées ou détruites au cours de ces démonstrations.

d) Imprimés, catalogues, prospectus, prix courants, affiches, calendriers (illustrés ou non) et photographies non encadrées, destinés manifestement à être utilisés à titre de publicité pour les marchandises étrangères présentées à l'exposition pourvu qu'il s'agisse de produits étrangers fournis gratuitement et qui servent uniquement à des distributions gratuites au public sur le lieu de l'exposition.

Article 8

Les droits à l'importation ne sont pas perçus, les prohibitions ou restrictions à l'importation ne sont pas appliquées et si l'admission temporaire a été accordée, la réexportation n'est pas exigée dans les cas suivants:

a) produits qui sont importés et utilisés pour la construction, l'aménagement, la décoration, l'animation et l'environnement des présentations étrangères à l'exposition (peintures, vernis, papiers de tenture, liquides vaporisés, articles pour feux d'artifice, graines ou plants, etc.) détruits du fait de leur utilisation;

b) catalogues, brochures, affiches et autres imprimés officiels, illustrés ou non, qui sont publiés par les pays participant à l'exposition;

c) plans, dessins, dossiers, archives, formules et autres documents destinés à être utilisés comme tels à l'exposition.

Article 9

a) A l'entrée comme à la sortie, la vérification et le dédouanement des marchandises qui vont être ou qui ont été présentées ou utilisées à une exposition sont effectués, dans tous les cas où cela est possible et opportun, sur les lieux de cette exposition.

b) Chaque Partie contractante s'efforcera, dans tous les cas où elle l'estimera utile, compte tenu de l'importance de l'exposition, d'ouvrir pour une durée raisonnable un bureau de douane sur les lieux de l'exposition organisée sur son territoire.

c) La réexportation de marchandises placées en admission temporaire peut s'effectuer en une ou en plusieurs fois et par tout bureau de douane ouvert à ces opérations, même s'il est différent du bureau d'importation, sauf si l'importateur s'engage, afin de bénéficier d'une procédure simplifiée, à réexporter les marchandises par le bureau d'importation.

Article 10

Les dispositions qui précèdent ne mettent pas obstacle à l'application:

a) de facilités plus grandes que certaines Parties contractantes accordent ou accorderaient soit par des dispositions unilatérales, soit en vertu d'accords bilatéraux ou multilatéraux;

b) des règlements nationaux ou conventionnels non douaniers concernant l'organisation de l'exposition;

c) des prohibitions et restrictions résultant des lois et règlements nationaux et fondées sur des considérations de moralité ou d'ordre public, de sécurité publique, d'hygiène ou de santé publiques ou sur des considérations d'ordre vétérinaire ou phytopathologique, ou se rapportant à la protection des brevets, marques de fabrique et droits d'auteur et de reproduction.

Article 11

Pour l'application de la présente Annexe les territoires des pays contractants qui forment une Union douanière ou économique peuvent être considérés comme un seul territoire.

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
FORLANI

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N. B. — Il testo facente fede è unicamente quello in lingua francese.

PROTOCOLLO
RECANTE MODIFICHE ALLA CONVENZIONE FIRMATA A PARIGI IL 22 NOVEMBRE 1928 CONCERNENTE LE ESPOSIZIONI INTERNAZIONALI

Le Parti della presente Convenzione,

Considerando che le norme e le procedure instaurate dalla Convenzione sulle esposizioni internazionali firmata a Parigi il 22 novembre 1928, modificata e completata dai protocolli del 10 maggio 1948 e del 16 novembre 1966, si sono rivelate utili e necessarie agli organizzatori di tali esposizioni come agli Stati partecipanti,

Desiderose di adeguare alle condizioni dell'attività moderna le dette norme e procedure, nonché quelle concernenti l'Organizzazione incaricata di vigilare alla sua applicazione e di riunire tali disposizioni in un unico strumento che deve sostituire la Convenzione del 1928,

Hanno convenuto quanto segue:

Articolo I

Il presente protocollo ha per oggetto:

a) di modificare le norme e procedure concernenti le esposizioni internazionali;

b) di modificare le disposizioni concernenti le attività dell'Ufficio Internazionale delle Esposizioni.

Modifica

Articolo II

La Convenzione del 1928 viene nuovamente modificata dal presente Protocollo in conformità degli obiettivi espressi nell'articolo I. Il testo della Convenzione così modificata figura nell'appendice al presente Protocollo di cui costituisce parte integrante.

Articolo III

1. Il presente Protocollo è aperto alla firma delle Parti della Convenzione del 1928 a Parigi dal 30 novembre 1972 al 30 novembre 1973 e resterà aperto all'adesione delle stesse Parti dopo quest'ultima data.

2. Le Parti della Convenzione del 1928 possono divenire Parti del presente Protocollo mediante:

a) firma senza riserva di ratifica, di accettazione o di approvazione;

b) firma con riserva di ratifica, accettazione o approvazione, seguita da ratifica, accettazione o approvazione;

c) adesione.

3. Gli strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione sono depositati presso il Governo della Repubblica francese.

Articolo IV

Il presente Protocollo entrerà in vigore alla data in cui 29 Stati ne saranno divenuti Parti alle condizioni previste dall'articolo III.

Articolo V

Le disposizioni del presente Protocollo non si applicano alla registrazione di un'esposizione per la quale sia già stata fissata dall'Ufficio Internazionale delle Esposizioni una data, fino a quella, inclusa, della sessione del Consiglio di Amministrazione che avrà immediatamente preceduto l'entrata in vigore del presente Protocollo, in conformità del precedente articolo IV.

Articolo VI

Il Governo della Repubblica francese notificherà ai governi delle Parti contraenti nonché all'Ufficio Internazionale delle Esposizioni:

a) le firme, le ratifiche, le approvazioni, le accettazioni e le adesioni in conformità dell'articolo III;

b) la data in cui il presente Protocollo entrerà in vigore conformemente all'articolo IV.

Articolo VII

A partire dall'entrata in vigore del presente Protocollo, il Governo della Repubblica francese provvederà a farlo registrare presso il Segretariato delle Nazioni Unite, in conformità dell'articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite.

In fede di che i sottoscritti, debitamente autorizzati a tale scopo, hanno firmato il presente Protocollo.

Fatto a Parigi, il 30 novembre 1972, in lingua francese, in un unico esemplare che sarà conservato negli archivi del Governo della Repubblica francese, il quale ne rilascerà copie conformi ai governi di tutte le Parti della Convenzione del 1928.

(*Seguono le firme*).

APPENDICE

CONVENZIONE SULLE ESPOSIZIONI INTERNAZIONALI FIRMATA A PARIGI IL 22 NOVEMBRE 1928, MODIFICATA E COMPLETATA DAI PROTOCOLLI DEL 10 MAGGIO 1948, DEL 16 NOVEMBRE 1966 E DEL 30 NOVEMBRE 1972

TITOLO I

Definizioni e scopi

Articolo 1

1. Un'esposizione è una manifestazione che, quale ne sia la denominazione, ha lo scopo principale di istruire la gente facendo l'inventario dei mezzi di cui dispone l'uomo per soddisfare i bisogni di una civiltà e di far risaltare in uno o più rami dell'attività umana i progressi che sono stati realizzati o le prospettive del futuro.

2. L'esposizione è internazionale quando vi prende parte più di uno Stato.

3. I partecipanti ad un'esposizione internazionale sono, da un lato, gli espositori degli Stati ufficialmente rappresentati raggruppati in sezioni nazionali, dall'altro, le organizzazioni internazionali o gli espositori cittadini di Stati non ufficialmente rappresentati ed infine quelli che sono autorizzati, in base ai regolamenti dell'esposizione, a esercitare un'altra attività, in particolare i concessionari.

Articolo 2

La presente Convenzione si applica a tutte le esposizioni internazionali, ad eccezione delle:

a) esposizioni di durata inferiore alle tre settimane;
b) esposizioni di Belle Arti;
c) esposizioni di carattere essenzialmente commerciale.

Articolo 3

1. Nonostante la qualifica che potrà essere data ad una esposizione dai suoi organizzatori, la presente Convenzione fa una distinzione fra le esposizioni universali e le esposizioni specializzate.

2. Un'esposizione è universale quando fa l'inventario dei mezzi utilizzati e dei progressi realizzati o da realizzarsi in più rami dell'attività umana, quali risultano dalla classifica prevista nel paragrafo 2. *a*) dell'articolo 30 della presente Convenzione.

3. Essa è specializzata quando viene consacrata ad un solo ramo dell'attività umana, così come è definito dalla sua classificazione.

TITOLO II

Durata e frequenza delle esposizioni

Articolo 4

1. La durata di un'esposizione non deve superare sei mesi.

2. Le date di apertura e di chiusura di un'esposizione sono fissate al momento della sua registrazione e non possono essere modificate che in caso di forza maggiore e con il consenso dell'Ufficio Internazionale delle Esposizioni (che d'ora innanzi verrà denominato « Ufficio »), previsto dal Titolo V della presente Convenzione. Tuttavia la durata totale dell'esposizione non deve superare i sei mesi.

Articolo 5

1. La frequenza delle esposizioni previste dalla presente Convenzione è regolata nel modo seguente:

a) in uno stesso Stato, vi deve essere un intervallo minimo di venti anni fra due esposizioni universali ed un intervallo minimo di cinque anni tra un'esposizione universale ed un'esposizione specializzata:

b) in Stati diversi, vi deve essere un intervallo minimo di dieci anni fra due esposizioni universali;

c) in uno stesso Stato un intervallo minimo di dieci anni deve separare le esposizioni specializzate della stessa natura; un intervallo minimo di cinque anni deve separare due esposizioni specializzate di diversa natura;

d) in Stati diversi, vi deve essere un intervallo minimo di cinque anni fra due esposizioni specializzate della stessa natura; un intervallo minimo di due anni fra due esposizioni specializzate di diversa natura.

2. Malgrado le disposizioni del precedente paragrafo 1, l'Ufficio può eccezionalmente e alle condizioni previste dall'articolo 28 3. *f*), ridurre gli intervalli summenzionati, da un lato, per le esposizioni specializzate, e dall'altro e entro il limite di sette anni, per le esposizioni universali organizzate in Stati diversi.

3. Gli intervalli che devono intercorrere fra le esposizioni registrate hanno come punto di partenza la data di apertura di dette esposizioni.

TITOLO III

Registrazione

Articolo 6

1. Il Governo di una Parte contraente sul cui territorio è progettata un'esposizione (qui appresso indicato « Governo invitante ») per ottenere la propria registrazione deve inviare all'Ufficio

una domanda indicando le misure legislative, regolamentari o finanziarie che prevede per tale esposizione. Il Governo di uno Stato non contraente che desideri ottenere la registrazione di un'esposizione può, nello stesso modo, inviare una domanda all'Ufficio, a condizione di impegnarsi a rispettare per tale esposizione le disposizioni dei Titoli I, II, III e IV di questa Convenzione e i regolamenti decretati per la loro applicazione.

2. La domanda di registrazione deve essere fatta dal Governo incaricato delle relazioni internazionali relative al luogo in cui è progettata l'esposizione (qui appresso indicato « Governo invitante »), anche nel caso in cui tale Governo non sia l'organizzatore dell'esposizione.

3. L'Ufficio determina in base ai suoi regolamenti obbligatori il termine massimo per fissare la data di un'esposizione e il termine minimo per il deposito della domanda di registrazione; esso precisa i documenti che devono accompagnare tale domanda. Fissa, inoltre, con regolamento obbligatorio, l'ammontare dei contributi richiesti per le spese relative all'esame della domanda.

4. La registrazione non è accordata se l'esposizione non soddisfa le condizioni fissate dalla presente Convenzione ed i regolamenti stabiliti dall'Ufficio.

Articolo 7

1. Quando due o più Stati sono in concorrenza fra di loro per la registrazione di un'esposizione e non giungono ad ùn accordo, essi adiscono l'Assemblea generale dell'Ufficio che decide tenendo conto delle considerazioni invocate, ed in particolare delle ragioni speciali di natura storica o morale, del tempo trascorso dall'ultima esposizione e del numero di manifestazioni già organizzate dagli Stati concorrenti.

2. Salvo che in circostanze eccezionali, l'Ufficio dà la preferenza ad un'esposizione progettata sul territorio di una Parte contraente.

Articolo 8

Salvo il caso previsto dal paragrafo 2 dell'articolo 4, lo Stato che ha ottenuto la registrazione di un'esposizione perde i diritti derivanti da tale registrazione se modifica la data dichiarata per detta esposizione. Se intende tenere l'esposizione in altra data, deve presentare una nuova domanda e sottoporsi, occorrendo, alla procedura fissata nell'articolo 7 che implichi eventuali concorrenze.

Arficolo 9

1. Per ogni esposizione che non sia stata registrata, le Parti contraenti rifiutano la loro partecipazione e il loro patrocinio nonché ogni sovvenzione.

2. Le Parti contraenti restano interamente libere di non partecipare ad un'esposizione registrata.

3. Ogni Parte contraente si servirà di tutti i mezzi che, in base alla propria legislazione, le sembreranno i più opportuni per agire contro i promotori di esposizioni fittizie o di esposizioni alle quali i partecipanti fossero fraudolentemente attirati da promesse, annunci o false pubblicità.

TITOLO IV

Obblighi degli organizzatori delle esposizioni registrate e degli Stati partecipanti

Articolo 10

1. Il Governo invitante deve curare il rispetto delle disposizioni della presente Convenzione e dei regolamenti emanati per la sua applicazione.

2. Se tale Governo non organizza, esso stesso, l'esposizione, la persona giuridica che l'organizza deve essere ufficialmente riconosciuta a tale scopo dal Governo che garantisce l'esecuzione degli obblighi di detta persona giuridica.

Articolo 11

1. Tutti gli inviti a partecipare ad un'esposizione, che siano indirizzati a Parti contraenti o a Stati non membri, devono essere inviati per via diplomatica dal solo Governo dello Stato invitante al solo Governo dello Stato invitato, per suo conto e per conto delle altre persone fisiche o giuridiche che dipendono dalla sua autorità. Le risposte devono pervenire per lo stesso tramite al Governo invitante, così come le richieste di partecipazione espresse da persone fisiche o giuridiche non invitate. Gli inviti devono tener conto dei termini prescritti dall'Ufficio. Gli inviti alle organizzazioni di carattere internazionale sono inviati direttamente.

2. Nessuna Parte contraente può organizzare o patrocinare una partecipazione ad un'esposizione internazionale se i suddetti inviti non siano stati inviati conformemente alle disposizioni di questa Convenzione.

3. Le Parti contraenti si impegnano a non inviare e a non accettare alcun invito a partecipare ad un'esposizione che debba aver luogo sul territorio di una Parte contraente o su quello di uno Stato non membro, se tali inviti non fanno menzione della registrazione accordata in conformità delle disposizioni della presente Convenzione.

4. Ogni Parte contraente può chiedere agli organizzatori di astenersi dall'inviarle inviti diversi da quello che le è destinato. Essa può inoltre astenersi dal trasmettere inviti o desideri di partecipazione espressi da persone fisiche o giuridiche non invitate.

Articolo 12

Il Governo invitante deve nominare un commissario generale dell'esposizione incaricato di rappresentarlo a tutti gli effetti della presente Convenzione e per tutto quanto riguarda l'esposizione stessa.

Articolo 13

Il Governo di ogni Stato che partecipa ad un'esposizione deve nominare un commissario generale di sezione perché lo rappresenti presso il Governo invitante. Il Commissario generale di sezione è il solo incaricato dell'organizzazione della sua presentazione nazionale. Egli informa il commissario generale dell'esposizione della composizione di tale presentazione e cura il rispetto dei diritti e degli obblighi degli espositori.

Articolo 14

1. Nel caso in cui nelle esposizioni universali siano previsti dei padiglioni nazionali, tutti i Governi partecipanti costruiscono i loro padiglioni a proprie spese. Tuttavia, con la previa approvazione dell'Ufficio, gli organizzatori delle esposizioni universali possono, in deroga, costruire dei locali destinati ad essere affittati ai Governi che non siano in grado di costruire dei padiglioni nazionali.

2. Nelle esposizioni specializzate, la costruzione dei fabbricati spetta agli organizzatori.

Articolo 15

Nelle esposizioni universali non possono essere percepiti, né dal Governo invitante, né dalle autorità locali, né dagli organizzatori della esposizione, canoni di affitto o canoni forfettari per i locali forniti ai Governi partecipanti (ad eccezione di un canone di affitto per i locali costruiti in virtù della deroga prevista dall'articolo 14. 1). Nel caso in cui fosse esigibile una tassa immobiliare, in base alla legge in vigore nello Stato invitante; questa restrerebbe a carico degli organizzatori. Solo i servizi effettivamente resi in applicazione dei regolamenti approvati dall'Ufficio possono essere oggetto di retribuzione.

Articolo 16

Il regime doganale delle esposizioni è fissato dall'allegato della presente Convenzione, che ne forma parte integrante.

Articolo 17

In un'esposizione, non sono considerate come nazionali e, di conseguenza, non possono essere designate con tale denominazione che le sezioni le quali dipendono dai commissari generali nominati conformemente all'articolo 13 dai Governi degli Stati partecipanti. Una sezione nazionale comprende tutti gli espositori dello Stato considerato, ma non i concessionari.

Articolo 18

1. In un'esposizione, non si può far uso, per designare un partecipante o un gruppo di partecipanti di una denominazione geografica che si riferisca ad una Parte contraente, senza l'autorizzazione del commissario generale di sezione che rappresenta il Governo della detta Parte.

2. Se una Parte contraente non partecipa ad un'esposizione, il commissario generale di tale esposizione cura, per quanto riguarda detta Parte contraente, il rispetto della protezione prevista al paragrafo precedente.

Articolo 19

1. I prodotti presentati nella sezione nazionale di uno Stato partecipante devono essere in stretto rapporto con tale Stato (ad esempio oggetti originari dal suo territorio o prodotti creati dai suoi cittadini).

2. Vi posssono tuttavia figurare, con l'autorizzazione dei commissari generali degli altri Stati in causa, altri oggetti o prodotti, a condizione che questi non servano che a completare la presentazione.

3. In caso di contestazione fra Stati partecipanti nei casi previsti ai paragrafi 1 e 2, viene resa una decisione arbitrale da parte del collegio dei commissari generali di sezione che decide a maggioranza dei commissari presenti. La decisione è definitiva.

Articolo 20

1. Salvo disposizioni contrarie esistenti nella legislazione in vigore nello Stato invitante, non deve essere concesso alcun monopolio di qualsiasi natura, salvo autorizzazione dell'Ufficio, per quanto attiene ai servizi comuni, accordata al momento della registrazione. In tal caso gli organizzatori sono tenuti ad adempiere gli obblighi seguenti:

a) indicare l'esistenza di quel monopolio o di quei monopoli nel regolamento generale della esposizione o nel contratto di partecipazione;

b) assicurare ai partecipanti l'uso dei servizi monopolizzati alle condizioni abitualmente applicate nello Stato;

c) non limitare in alcun caso i poteri dei commissari generali nelle loro rispettive sezioni.

2. Il commissario generale della esposizione adotta tutte le misure affinché le tariffe pretese nei riguardi degli Stati partecipanti non siano più elevate di quelle pretese nei riguardi degli organizzatori dell'esposizione e, in ogni caso, delle tariffe normali vigenti nella località.

Articolo 21

Il commissario generale della esposizione adotta tutte le misure possibili per assicurare l'efficace funzionamento dei servizi di pubblica utilità all'interno dell'esposizione.

Articolo 22

Il Governo invitante fa tutto il possibile per facilitare l'organizzazione della partecipazione degli Stati e dei loro cittadini, in particolare in materia di tariffe di trasporto e relativamente alle condizioni di ammissione delle persone e degli oggetti.

Articolo 23

1. Il regolamento generale di un'esposizione deve indicare se, indipendentemente dai certificati di partecipazione che possono essere rilasciati, verranno o meno assegnate delle ricompense ai partecipanti. Nel caso in cui fossero previste delle ricompense, la loro attribuzione può essere limitata a certe categorie.

2. Prima dell'apertura dell'esposizione ogni partecipante può dichiarare di rinunciare all'attribuzione delle ricompense.

Articolo 24

L'Ufficio Internazionale delle Esposizioni, di cui al titolo seguente, può fissare dei regolamenti che determinino le condizioni generali della composizione e del funzionamento delle giurie ed il modo di attribuzione delle ricompense.

Titolo V

Disposizioni istituzionali

Articolo 25

1. Viene istituita un'organizzazione internazionale denominata « Ufficio Internazionale delle Esposizioni », incaricata di curare e di provvedere all'applicazione della presente Convenzione. I suoi membri sono i Governi delle Parti contraenti. La sede dell'Ufficio è a Parigi.

2. L'Ufficio possiede personalità giuridica, ed in particolare la capacità di stipulare contratti, di acquistare e di vendere beni mobili ed immobili, nonché di stare in giudizio.

3. L'Ufficio ha la capacità di concludere accordi, in particolare in materia di privilegi e di immunità con Stati ed Organizzazioni internazionali per l'esercizio dei compiti che gli sono conferiti dalla presente Convenzione.

4. L'Ufficio è formato da un'assemblea generale, un presidente, una commissione esecutiva, dei comitati specializzati, tanti vicepresidenti quanti sono i comitati e un segretario posto sotto l'autorità di un segretario generale.

Articolo 26

L'assemblea generale dell'Ufficio è composta dai delegati designati dai governi delle Parti contraenti nel numero da uno a tre delegati per ciascuna Parte.

Articolo 27

L'assemblea generale tiene sessioni regolari e può anche tenere delle sessioni straordinarie. Essa delibera su tutte le questioni che per la presente Convenzione sono di competenza dell'Ufficio di cui essa è la più alta autorità, ed in particolare:

a) discute, adotta e pubblica i regolamenti relativi alla registrazione, alla classificazione e all'organizzazione delle esposizioni internazionali ed al funzionamento dell'Ufficio.

Nei limiti delle disposizioni della presente Convenzione, essa può stabilire regolamenti obbligatori. Essa può inoltre stabilire regolamenti tipo che serviranno da guida per l'organizzazione delle esposizioni;

b) fissa il bilancio, controlla ed approva i conti dell'Ufficio;

c) approva i rapporti del segretario generale;

d) crea le commissioni che ritiene utili, designa i membri della commissione esecutiva e delle altre commissioni e fissa la durata del loro mandato;

e) approva ogni progetto di accordo internazionale previsto dall'articolo 25 3) della presente Convenzione;

f) adotta i progetti di emendamenti di cui all'articolo 33;

g) designa il segretario generale.

Articolo 28

1. Il Governo di ogni Parte contraente, quale che sia il numero dei suoi delegati, dispone di un voto in seno all'assemblea generale. Tuttavia, il suo diritto di voto viene sospeso se la totalità

delle quote da esso dovute, in base al successivo articolo 32, supera il totale delle sue quote che si riferiscono all'anno in corso ed all'anno precedente.

2. L'assemblea generale può validamente deliberare quando il numero delle delegazioni presenti alla seduta ed aventi diritto di voto è costituito almeno dai due terzi di quello delle Parti contraenti con diritto di voto. Se tale *quorum* non viene raggiunto, essa viene nuovamente convocata sullo stesso ordine del giorno, alla scadenza di almeno un mese. In tal caso, il *quorum* richiesto viene ridotto alla metà del numero delle Parti contraenti con diritto di voto.

3. I voti si hanno sulla base della maggioranza delle delegazioni presenti che esprimono il loro voto pro o contro. Tuttavia, nei seguenti casi viene richiesta la maggioranza dei due terzi:

a) adozione di progetti di emendamento della presente Convenzione;

b) adozione e modifica dei regolamenti;

c) adozione del bilancio e approvazione dell'ammontare delle quote annue delle Parti contraenti;

d) autorizzazione a modificare le date di apertura e di chiusura di un'esposizione alle condizioni previste dal precedente articolo 4;

e) registrazione di un'esposizione sul territorio di uno Stato non membro in caso di concorrenza con un'esposizione sul territorio di una Parte contraente;

f) riduzione degli intervalli previsti dall'articolo 5 della presente Convenzione;

g) accettazione delle riserve ad un emendamento presentate da una Parte contraente; quando il detto emendamento debba essere adottato, a seconda dei casi, in applicazione dell'articolo 33, alla maggioranza dei quattro quinti o all'unanimità;

h) approvazione di ogni progetto di accordo internazionale;

i) nomina del segretario generale.

Articolo 29

1. Il presidente viene eletto dall'assemblea generale a scrutinio segreto per un periodo di due anni fra i delegati dei Governi delle Parti contraenti, ma non rappresenta più lo Stato di cui è cittadino per tutta la durata del proprio mandato. Egli è rieleggibile.

2. Il presidente convoca e dirige le riunioni dell'assemblea generale e cura il buon funzionamento dell'Ufficio. In sua assenza, le sue funzioni sono esercitate dal vice-presidente incaricato della Commissione esecutiva o, in sua assenza, da uno degli altri vice-presidenti, nell'ordine della loro elezione.

3. I vice-presidenti sono eletti fra i delegati dei Governi delle Parti contraenti, dall'assemblea generale che determina la natura e la durata del loro mandato e designa in particolare il comitato di cui si occupano.

Articolo 30

1. La Commissione esecutiva è composto da delegati dei Governi di dodici Parti contraenti nel numero di uno per ciascuno di essi.

2. La Commissione esecutiva:

a) redige e tiene aggiornata una classificazione delle attività umane suscettibili di figurare in un'esposizione;

b) esamina ogni domanda di registrazione di un'esposizione e la sottopone, col suo parere, all'approvazione dell'assemblea generale;

c) adempie i compiti che gli sono affidati dall'assemblea generale;

d) può chiedere il parere di altri comitati.

Articolo 31

1. Il segretario generale, nominato in base alle disposizioni dell'articolo 28 della presente Convenzione, deve essere cittadino di una delle Parti contraenti.

2. Il segretario generale è incaricato di gestire gli affari correnti dell'Ufficio secondo le istruzioni dell'assemblea generale e della Commissione esecutiva. Egli elabora il progetto di bilancio, presenta i conti e sottopone all'assemblea generale dei rapporti relativi alle sue attività. Egli rappresenta l'Ufficio, particolarmente in giudizio.

3. L'assemblea generale determina gli altri suoi compiti, gli obblighi del segretario generale, nonché il proprio statuto.

Articolo 32

Il bilancio annuo dell'Ufficio viene fissato dall'assemblea generale alle condizioni previste dal paragrafo 3 dell'articolo 28. Esso tiene conto delle riserve finanziarie dell'Ufficio, delle riscossioni di ogni genere, nonché dei saldi debitori e creditori riportati dagli esercizi precedenti. Le spese di ufficio sono coperte da tali fonti e dalle quote delle Parti contraenti secondo il numero delle parti loro spettanti in applicazione delle decisioni dell'assemblea generale.

Articolo 33

1. Ogni Parte contraente può proporre un progetto di modifica della presente Convenzione. Il testo del detto progetto e le ragioni che l'hanno motivato sono indirizzati al segretario generale che li comunica nel più breve termine alle altre Parti contraenti.

2. Il progetto di modifica proposto viene iscritto all'ordine del giorno della sessione straordinaria dell'assemblea generale che ha luogo almeno tre mesi dopo la data della sua comunicazione da parte del segretario generale.

3. Ogni progetto di emendamento adottato dall'assemblea generale alle condizioni previste dal paragrafo precedente e dall'articolo 28 viene sottoposto dal Governo della Repubblica francese all'accettazione di tutte le Parti contraenti. Esso entra in vigore nei confronti di tutte queste Parti alla data in cui i quattro quinti di esse hanno notificato la propra accettazione al Governo della Repubblica francese. Tuttavia, in deroga alle disposizioni che precedono, ogni progetto di modifica al presente paragrafo, all'articolo 16 relativo al regime doganale, o all'allegato previsto dal detto articolo non entra in vigore che alla data in cui tutte le Parti contraenti hanno notificato la loro accettazione al Governo della Repubblica francese.

4. Ogni Parte contraente che desideri formulare una riserva inviando la sua accettazione di un emendamento, rende noti all'Ufficio i termini della riserva prevista. L'assemblea generale delibera circa l'ammissibilità di tale riserva. L'assemblea generale deve accogliere favorevolmente le riserve che mirano a salvaguardare delle situazioni acquisite in materia di esposizione e respingere quelle che avrebbero l'effetto di creare delle situazioni di privilegio. Se la riserva viene accettata, la Parte che l'aveva presentata figura fra quelle che vengono ritenute aver accettato l'emendamento con il calcolo della maggioranza dei quattro quinti summenzionati. Se essa viene respinta, la Parte che l'aveva presentata deve optare tra il rifiuto dell'emendamento o la sua accettazione senza riserva.

5. Quando l'emendamento entra in vigore alle condizioni previste dal terzo paragrafo del presente articolo, ogni Parte contraente che ha rifiutato di accettarlo può, se lo ritiene vantaggioso, valersi delle disposizioni dell'articolo 37.

Articolo 34

1. Ogni controversia fra due o più Parti contraenti circa l'applicazione o l'interpretazione della presente Convenzione che non possa essere composta dalle autorità investite dei poteri decisionali sarà oggetto, in applicazione della presente Convenzione, di negoziati fra le Parti in causa.

2. Se tali negoziati non risulteranno da un accordo a breve termine, una delle Parti si rivolgerà al presidente dell'Ufficio chiedendogli di designare un conciliatore. Se il conciliatore non riuscirà ad ottenere l'accordo delle Parti in causa su di una soluzione, egli lo constaterà e definirà in un suo rapporto al presidente la natura e la portata della disputa.

3. Quando sarà così constatato un disaccordo, la controversia diverrà oggetto di arbitrato. A tal fine una delle Parti rivolgerà, entro un termine di due mesi a partire dalla comunicazione del rapporto alle Parti in causa, al segretario generale dell'Ufficio una richiesta di arbitrato menzionando l'arbitro da essa scelto. L'altra o le altre Parti in causa dovranno designare, ciascuna, entro un termine di due mesi, il loro rispettivo arbitro. In mancanza di ciò, una delle Parti si rivolgerà al presidente della Corte internazionale di Giustizia chiedendogli di designare l'arbitro o gli arbitri.

Quando più Parti fanno causa comune, esse devono essere considerate una sola per l'applicazione delle disposizioni del paragrafo precedente. In caso di dubbio, il segretario generale decide.

Gli arbitri designeranno a loro volta un arbitro supremo. Se gli arbitri non riusciranno ad accordarsi su tale scelta entro un termine di due mesi, vi provvederà il presidente della Corte internazionale di Giustizia, investito da una delle Parti.

4. Il collegio arbitrale renderà la propria decisione a maggioranza dei suoi membri, il voto dell'arbitro supremo essendo preponderante in caso di parità di voti. Tale decisione arbitrale sarà applicata a tutte le Parti in causa, definitivamente e senza possibilità di ricorso.

5. Ogni Stato potrà, al momento in cui firmerà o ratificherà la presente Convenzione o aderirà ad essa, dichiarare che non si considera vincolato dalle disposizioni dei precedenti paragrafi 3 e 4. Le altre Parti contraenti non saranno vincolate dalle dette disposizioni nei confronti di ogni Stato che abbia formulato una tale riserva.

6. Ogni Parte contraente che avrà formulato una riserva conformemente alle disposizioni del paragrafo precedente, potrà in ogni momento ritirare tale riserva mediante notifica indirizzata al Governo depositario.

Articolo 35

La presente Convenzione è aperta, da un lato, all'adesione di ogni Stato, membro dell'Organizzazione delle Nazioni Unite o non membro dell'ONU ma che sia Parte dello Statuto della Corte internazionale di Giustizia, o che sia membro di una istituzione specializzata delle Nazioni Unite, o che sia membro dell'Agenzia Internazionale dell'Energia Atomica, e, dall'altro, di ogni altro Stato la cui richiesta di adesione sia approvata con la maggioranza dei due terzi delle Parti contraenti con diritto di voto all'assemblea generale dell'Ufficio. Gli strumenti di adesione sono depositati presso il Governo della Repubblica francese ed hanno efficacia alla data del loro deposito.

Articolo 36

Il Governo della Repubblica francese notifica ai Governi degli Stati Parti della presente Convenzione nonché all'Ufficio Internazionale delle Esposizioni:

a) l'entrata in vigore degli emendamenti, conformemente all'articolo 33;

b) le adesioni, conformemente all'articolo 35;

c) le denunce, in conformità dell'articolo 37;
d) le riserve formulate in applicazione del paragrafo 5 dell'articolo 34;
e) l'eventuale scadenza della Convenzione.

Articolo 37

1. Ogni Parte contraente può denunciare la presente Convenzione mediante notifica scritta al Governo della Repubblica francese.

2. Tale denuncia ha efficacia un anno dopo la data di ricevimento della notifica.

3. La presente Convenzione viene a scadere se, a seguito di denunce, il numero delle Parti contraenti viene ridotto a meno di sette.

Subordinatamente ad ogni accordo che potrebbe essere concluso fra le Parti contraenti circa lo scioglimento dell'Ufficio, il Segretario generale sarà incaricato delle questioni relative alla liquidazione. L'attivo sarà ripartito fra le Parti contraenti in base alle quote versate da quando esse sono divenute Parti della presente Convenzione. Se esista un passivo, questo sarà assunto dalle stesse Parti in base alle quote fissate per l'esercizio finanziario in corso.

FATTO a Parigi, il 30 novembre 1972.

(*Seguono le firme*).

ALLEGATO
ALLA CONVENZIONE SULLE ESPOSIZIONI INTERNAZIONALI, FIRMATA A PARIGI IL 22 NOVEMBRE 1928, MODIFICATA E COMPLETATA DAI PROTOCOLLI DEL 10 MAGGIO 1948, DEL 16 NOVEMBRE 1966 E DEL 30 NOVEMBRE 1972

REGIME DOGANALE PER L'IMPORTAZIONE DI ARTICOLI DA PARTE DEI PARTECIPANTI ALLE ESPOSIZIONI INTERNAZIONALI

Articolo 1

Definizioni

Per l'applicazione del presente Allegato si intende per:

a) « Diritti all'importazione », i diritti di dogana e tutti gli altri diritti e tasse riscossi all'importazione o in occasione dell'importazione, nonché tutti i diritti di accisa e tasse interne di cui sono passibili le merci importate, ad esclusione tuttavia dei canoni e delle imposte che sono limitati al costo approssimativo dei servizi resi e che non costituiscono una protezione indiretta dei prodotti nazionali o delle tasse di carattere fiscale all'importazione.

b) « Ammissione temporanea » l'importazione temporanea in esenzione da diritti all'importazione, senza divieti né restrizioni di importazione, a condizione di riesportazione.

Articolo 2

Godono dell'ammissione temporanea:

a) le merci destinate ad essere esposte o ad essere oggetto di prove durante l'esposizione;

b) le merci destinate ad essere utilizzate per le presentazioni dei prodotti stranieri, quali:

i) le merci necessarie alle prove di macchine o apparecchi stranieri esposti;

ii) i materiali di costruzione, anche allo stato grezzo, il materiale ornamentale o da arredo, l'attrezzatura elettrica per i padiglioni e gli stands stranieri dell'esposizione, nonché per i locali utilizzati dal Commissario generale di Sezione di un paese straniero partecipante;

iii) gli utensili, il materiale utilizzato per la costruzione e i mezzi di trasporto, necessari ai lavori dell'esposizione;

iv) il materiale pubblicitario o dimostrativo destinato manifestamente ad essere utilizzato a scopo pubblicitario per le merci straniere presentate all'esposizione, quale le registrazioni sonore, film e diapositive, nonché l'apparecchiatura necessaria alla loro utilizzazione.

c) il materiale, ivi comprese le installazioni per l'interpretazione, gli apparecchi di registrazione del suono e i film a carattere educativo, scientifico o culturale, destinato ad essere utilizzato in occasione dell'esposizione.

Articolo 3

Le facilitazioni di cui all'articolo 2 del presente Allegato sono accordate a condizione che:

a) le merci possano essere identificate al momento della riesportazione;

b) il Commissario generale di Sezione del paese partecipante garantisca senza deposito di denaro il pagamento dei diritti all'importazione che colpiscano le merci che non fossero riesportate dopo la chiusura dell'esposizione nei termini fissati; possono essere ammesse altre garanzie previste dalle leggi del paese, a richiesta degli espositori (ad esempio il « carnet ATA » istituito dalla Convenzione del Consiglio di Cooperazione doganale del 6 dicembre 1961);

c) le autorità doganali del paese di importazione temporanea ritengano che le condizioni imposte dal presente Allegato siano soddisfatte.

Articolo 4

Fintanto che godono delle facilitazioni previste dal presente Allegato e se le leggi ed i regolamenti del paese di importazione temporanea lo permettono, le merci poste in ammissione temporanea non possono essere date in prestito né in affitto o utilizzate dietro retribuzione, né trasportate fuori dal luogo della esposizione. Esse devono essere riesportate nel più breve termine e non oltre tre mesi dalla chiusura dell'esposizione. Le autorità doganali possono dilazionare, per ragioni valide, tale periodo nei limiti prescritti dalle leggi e dai regolamenti del paese di importazione temporanea.

Articolo 5

a) Nonostante l'obbligo di riesportazione previsto dall'articolo 4, non è richiesta la riesportazione di merci deperibili o gravemente danneggiate o di scarso valore, purché dette merci siano, a seconda della decisione delle autorità doganali:

i) sottoposte ai diritti d'importazione dovuti in contanti o

ii) cedute, libere da ogni spesa, all'erario del paese d'importazione temporanea o

iii) distrutte, sotto controllo ufficiale, senza che possano risultarne spese per l'erario del paese d'importazione temporanea.

Tuttavia l'obbligo di riesportazione non si applica alle merci di ogni natura la cui distruzione richiesta dal Commissario generale di Sezione interessato sia effettuata sotto controllo ufficiale e senza che possano risultarne spese per l'erario del paese di importazione temporanea.

b) Le merci poste in ammissione temporanea possono ricevere una destinazione diversa dalla riesportazione, ed in particolare essere ammesse al consumo interno, con la riserva che siano soddisfatte le condizioni e le formalità che sarebbero applicate in base alle leggi ed ai regolamenti del paese d'importazione temporanea se esse fossero importate direttamente dall'estero.

Articolo 6

I prodotti ottenuti accessoriamente nel corso dell'esposizione, a partire dalle merci importate temporaneamente, in occasione della dimostrazione di macchine o di apparecchi esposti, sono soggetti alle disposizioni degli articoli 4 e 5 del presente Allegato, nello stesso modo che se fossero stati posti in ammissione temporanea, subordinatamente alle disposizioni dell'articolo 7.

Articolo 7

I diritti d'importazione non sono riscossi, i divieti o le restrizioni all'importazione non sono applicati e, se è stata accordata l'ammissione temporanea, non è richiesta la riesportazione nei casi seguenti, purché il valore globale e la quantità delle merci siano ragionevoli, secondo il parere delle autorità doganali del paese d'importazione tenuto conto della natura dell'esposizione, del numero dei visitatori e dell'importanza della partecipazione dell'espositore:

a) campioncini (diversi da bevande alcoliche, tabacco e combustibili) rappresentativi di merci straniere esposte all'esposizione, ivi compresi i campioni di prodotti alimentari e di bevande, importati come tali o ottenuti all'esposizione da merci importate sciolte, purché:

- *i*) si tratti di prodotti stranieri forniti gratuitamente e che servano unicamente a distribuzioni gratuite al pubblico durante l'esposizione per essere utilizzati o consumati dalle persone alle quali saranno stati distribuiti;
- *ii*) tali prodotti siano identificabili come campioni a carattere pubblicitario e non rappresentino che uno scarso valore unitario;
- *iii*) non si prestino ad essere commercializzati e siano, ove occorra, preparati in quantità nettamente inferiori a quelle contenute nel più piccolo imballaggio venduto al dettaglio;
- *iv*) i campioni di prodotti alimentari e di bevande che non sono distribuiti negli imballaggi di cui al precedente sottoparagrafo, siano consumati nell'esposizione.

b) Campioni importati che sono utilizzati o consumati dai membri delle giurie dell'esposizione per apprezzare e giudicare gli oggetti esposti, subordinatamente al rilascio di un attestato da parte del Commissario generale di Sezione, che citi la natura e la quantità degli oggetti consumati nel corso di tale apprezzamento o giudizio.

c) Merci importate unicamente in vista della loro dimostrazione, o per la dimostrazione di macchine o apparecchi stranieri presentati all'esposizione, e che sono consumate o distrutte nel corso di tali dimostrazioni.

d) Opuscoli, cataloghi, prospetti, listini dei prezzi correnti, manifesti, calendari (illustrati o meno), e fotografie senza cornici, destinati manifestamente ed essere utilizzati a scopo pubblicitario per le merci straniere presentate all'esposizione, purché si tratti di prodotti stranieri forniti gratuitamente e che servano unicamente a distribuzioni gratuite al pubblico sul luogo dell'esposizione.

Articolo 8

Non sono riscossi i diritti d'importazione, non sono applicati i divieti o le restrizioni all'importazione e, ove sia stata accordata l'ammissione temporanea, non è richiesta la riesportazione nei seguenti casi:

a) prodotti che sono importati ed utilizzati per la costruzione, la sistemazione, la decorazione, l'animazione e l'ambientazione delle presentazioni straniere all'esposizione (vernici, colori, carte da parati, liquidi vaporizzati, articoli per fuochi d'artificio, semi o piantine, ecc.) distrutti per il fatto stesso della loro utilizzazione;

b) cataloghi, opuscoli, manifesti e altri stampati ufficiali, illustrati o meno, che sono pubblicati dai paesi partecipanti alla esposizione;

c) disegni, piante, fascicoli, archivi, moduli e altri documenti destinati ad essere utilizzati come tali nell'esposizione.

Articolo 9

a) All'entrata come all'uscita, la verifica e lo sdoganamento delle merci che saranno o che sono state presentate o utilizzate in un'esposizione sono effettuati, in tutti i casi in cui ciò sia possibile ed opportuno, sul luogo di tale esposizione.

b) Ogni Parte contraente cercherà in tutti i casi in cui lo riterrà utile, tenuto conto dell'importanza dell'esposizione, di aprire per un periodo ragionevole un ufficio doganale sul luogo dell'esposizione organizzata sul proprio territorio.

c) La riesportazione di merci poste in ammissione temporanea può effettuarsi in una o più riprese e da ogni ufficio doganale aperto a tali operazioni, anche se si tratta di un ufficio diverso dall'ufficio di importazione, a meno che l'importatore non si impegni, allo scopo di godere di una procedura semplificata, a riesportare le merci a mezzo dell'ufficio d'importazione.

Articolo 10

Le disposizioni che precedono non sono di ostacolo all'applicazione:

a) di maggiori facilitazioni che alcune Parti contraenti accordano o accorderebbero, sia con disposizioni unilaterali,- che in base ad accordi bilaterali o multilaterali;

b) dei regolamenti nazionali o convenzionali non doganali concernenti l'organizzazione dell'esposizione;

c) dei divieti e delle restrizioni risultanti dalle leggi e dai regolamenti nazionali e basati su considerazioni di moralità e di ordine pubblico, di sicurezza pubblica, di igiene o di sanità pubbliche o su considerazioni di ordine veterinario o fitopatologico, o riferentisi alla protezione dei brevetti, marchi di fabbrica e diritti di autore e di riproduzione.

Articolo 11

Per l'applicazione del presente Allegato i territori dei paesi contraenti che formano un'Unione doganale od economica possono essere considerati come un solo territorio.

LEGGE 3 giugno 1978, n. **315.**

Approvazione ed esecuzione del protocollo tra gli Stati membri della Comunità europea del carbone e dell'acciaio e la Comunità europea del carbone e dell'acciaio, da un lato, e il Canada, dall'altro, concernente la cooperazione commerciale ed economica, firmato a Bruxelles il 26 luglio 1976.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

E' approvato il protocollo tra gli Stati membri della Comunità europea del carbone e dell'acciaio e la Comunità europea del carbone e dell'acciaio, da un lato, e il Canada, dall'altro, concernente la cooperazione commerciale ed economica, firmato a Bruxelles il 26 luglio 1976.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data al protocollo di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 3 del protocollo stesso.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 3 giugno 1978

LEONE

ANDREOTTI — FORLANI — MALFATTI — DONAT-CATTIN — OSSOLA

Visto, *il Guardasigilli*: BONIFACIO

PROTOCOLLO

concernente la cooperazione commerciale ed economica tra la Comunità europea del carbone e dell'acciaio e il Canada

La Commissione delle Comunità europee, a nome della Comunità europea del carbone e dell'acciaio, e

Il Governo del Regno del Belgio,

Il Governo del Regno di Danimarca;

Il Governo della Repubblica federale di Germania,

Il Governo della Repubblica francese,

Il Governo dell'Irlanda,

Il Governo della Repubblica italiana,

Il Governo del Granducato del Lussemburgo,

Il Governo del Regno dei Paesi Bassi,

Il Governo del Regno Unito di Gran Bretagna e Irlanda del Nord,

nonchè

Il Governo del Canada,

hanno concordato quanto segue:

Articolo 1.

Le disposizioni degli articoli I a V dell'accordo quadro di cooperazione commerciale ed economica tra le Comunità europee e il Canada, firmato a Ottawa il 6 luglio 1976, si applicano anche ai settori coperti dal trattato che istituisce la Comunità europea del carbone e dell'acciaio.

Articolo 2.

Il presente protocollo si applica al territorio del Canada ed ai territori in cui si applica il trattato che istituisce la Comunità europea del carbone e dell'acciaio, alle condizioni indicate nel suddetto trattato.

Articolo 3.

Il presente protocollo entra in vigore il primo giorno del mese successivo a quello in cui le Parti contraenti si sono notificate l'espletamento delle procedure a tal fine necessarie. Esso cesserà di avere applicazione qualora venga denunciato l'accordo quadro di cui all'articolo 1.

Articolo 4.

Il presente protocollo è redatto in duplice copia in lingua danese, francese, inglese, italiana, olandese e tedesca, ciascuno di questi testi facente ugualmente fede.

FATTO a Bruxelles, addì ventisei luglio millenovecentosettantasei.

For Kommissionen for De europæisk Fællesskaber,

Für die Kommission der Europäischen Gemeinschaften,

For the Commission of the European Communities,

Pour la Commission des Communautés européennes,

Per la Commissione delle Comunità Europee,

Voor de Commissie van de Europese Gemeenschappen,

THEODORUS NIJZEN

Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique

Voor de Regering van het Koninkrijk België

J. VAN DER MEULEN

På Kongeriget Danmarks vegne

NIELS ERSBØLL

Für die Regierung der Bundesrepublik Deutschland

U. LEBSANFT

Pour le Gouvernement de la République française

JEAN - MARIE SOUTOU

For the Government of Ireland

BREANDAN DILLÓN

Per il Governo della Repubblica italiana

PAOLO M. ANTICI

Pour le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg

J. DONDELINGER

Voor de Regering van het Koninkrijk der Nederlanden

SASSEN

For the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northen Ireland

DONALD MAITLAND

For the Government of Canada

M. CADIEUX

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
FORLANI

LEGGE 10 giugno 1978, n. **316.**

Ratifica ed esecuzione della convenzione europea sulla responsabilità degli albergatori per le cose portate dai clienti in albergo, con allegato, firmata a Parigi il 17 dicembre 1962.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la convenzione sulla responsabilità degli albergatori per le cose portate dai clienti in albergo, con allegato, firmata a Parigi il 17 dicembre 1962.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla convenzione di cui all'articolo precedente, a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 4 della convenzione stessa.

Art. 3.

Ai fini dell'esecuzione della convenzione di cui ai precedenti articoli, gli articoli 1783, 1784 e 1785 del codice civile sono sostituiti dagli articoli seguenti:

Art. 1783 - (*Responsabilità per le cose portate in albergo*). — Gli albergatori sono responsabili di ogni deterioramento, distruzione o sottrazione delle cose portate dal cliente in albergo.

Sono considerate cose portate in albergo:

1) le cose che vi si trovano durante il tempo nel quale il cliente dispone dell'alloggio;

2) le cose di cui l'albergatore, un membro della sua famiglia o un suo ausiliario assumono la custodia, fuori dell'albergo, durante il periodo di tempo in cui il cliente dispone dell'alloggio;

3) le cose di cui l'albergatore, un membro della sua famiglia o un suo ausiliario assumono la custodia sia nell'albergo, sia fuori dell'albergo, durante un periodo di tempo ragionevole, precedente o successivo a quello in cui il cliente dispone dell'alloggio.

La responsabilità di cui al presente articolo è limitata al valore di quanto sia deteriorato, distrutto o sottratto, sino all'equivalente di cento volte il prezzo di locazione dell'alloggio per giornata.

Art. 1784 - (*Responsabilità per le cose consegnate e obblighi dell'albergatore*). — La responsabilità dell'albergatore è illimitata:

1) quando le cose gli sono state consegnate in custodia;

2) quando ha rifiutato di ricevere in custodia cose che aveva l'obbligo di accettare.

L'albergatore ha l'obbligo di accettare le carte-valori, il danaro contante e gli oggetti di valore; egli può rifiutarsi di riceverli soltanto se si tratti di oggetti pericolosi o che, tenuto conto della importanza e delle condizioni di gestione dell'albergo, abbiano valore eccessivo o natura ingombrante.

L'albergatore può esigere che la cosa consegnatagli sia contenuta in un involucro chiuso o sigillato.

Art. 1785 - (*Limiti di responsabilità*). — L'albergatore non è responsabile quando il deterioramento, la distruzione o la sottrazione sono dovuti:

1) al cliente, alle persone che l'accompagnano, che sono al suo servizio o che gli rendono visita;

2) a forza maggiore;

3) alla natura della cosa.

Art. 1785-*bis* - (*Responsabilità per colpa dell'albergatore*). — L'albergatore è responsabile, senza che egli possa invocare il limite previsto dall'ultimo comma dell'articolo 1783, quando il deterioramento, la distruzione o la sottrazione delle cose portate dal cliente in albergo sono dovuti a colpa sua, dei membri della sua famiglia o dei suoi ausiliari.

Art. 1785-*ter* - (*Obbligo di denuncia del danno*). — Fuori del caso previsto dall'articolo 1785-*bis*, il cliente non potrà valersi delle precedenti disposizioni se, dopo aver constatato il deterioramento, la distruzione o la sottrazione, denunci il fatto all'albergatore con ritardo ingiustificato.

Art. 1785-*quater* - (*Nullità*). — Sono nulli i patti o le dichiarazioni tendenti ad escludere o a limitare preventivamente la responsabilità dell'albergatore.

Art. 1785-*quinquies* - (*Limiti di applicazione*). — Le disposizioni della presente sezione non si applicano ai veicoli, alle cose lasciate negli stessi, nè agli animali vivi.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 10 giugno 1978

LEONE

ANDREOTTI — FORLANI — BONIFACIO — PASTORINO

Visto, *il Guardasigilli*: BONIFACIO

CONVENTION SUR LA RESPONSABILITE DES HOTELIERS QUANT AUX OBJETS APPORTES PAR LES VOYAGEURS

Les Gouvernements signataires des Etats membres du Conseil de l'Europe,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entres ses Membres, notamment par l'adoption de règles communes dans le domaine juridique;

Estimant qu'il est opportun de procéder à une harmonisation de certaines règles relatives à la responsabilité des hôteliers quant aux objets apportés par les voyageurs,

Sont convenus de ce qui suit:

Article premier

1. Chacune des Parties Contractantes s'engage à conformer son droit interne, au plus tard dans les douze mois à partir de la date d'entrée en vigueur de la présente Convention à son égard, aux règles posées dans l'annexe concernant la responsabilité des hôteliers quant aux objets apportés par les voyageurs.

2. Chacune des Parties Contractantes conserve toutefois la faculté d'augmenter la responsabilité des hôteliers.

3. Chacune des Parties Contractantes communiquera au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe les textes officiels de sa législation concernant la matière réglée par la Convention. Le Secrétaire Général transmettra copie de ces textes aux autres Parties.

Article 2

Chacune des Parties Contractantes a la faculté:

a) de fixer, par dérogation aux dispositions du paragraphe 3 de l'article premier de l'annexe, la limite de responsabilité de l'hôtelier à l'équivalent de 100 fois au moins le prix de location du logement par journée;

b) de limiter pour chaque objet, par dérogation aux dispositions du paragraphe 3 de l'article premier de l'annexe, la responsabilité de l'hôtelier à une somme qui ne sera pas inférieure à l'équivalent de 1.500 francs or ou, en cas d'application du paragraphe précédent, à 50 fois au moins le prix de location du logement par journée;

c) de n'appliquer la règle visée au paragraphe 2 de l'article premier de l'annexe qu'en ce qui concerne les objets se trouvant à l'hôtel;

d) de permettre, par dérogation aux dispositions de l'article 6 de l'annexe, aux hôteliers de réduire, dans les cas visés au paragraphe 1 *a*) de l'article 2 et à l'article 4 de l'annexe, sauf en cas de dol ou de faute équivalent au dol, leur responsabilité par un arrangement spécial conclu avec le voyageur, signé par lui, et qui ne contiendra aucune autre clause; la responsabilité de l'hôtelier ne pourra toutefois pas être réduite à un montant inférieur à celui prévu par les dispositions prises en application de la Convention;

e) d'appliquer, par dérogation aux dispositions de l'article 7 de l'annexe, les règles de celle-ci en ce qui concerne les véhicules, les objets faisant partie de leur chargement et laissés sur place et les animaux vivants, ou de régler de toute autre manière la responsabilité de l'hôtelier en cette matière.

Article 3

1. La présente Convention s'applique aux territoires métropolitains des Parties Contractantes.

2. Toute Partie Contractante peut, au moment de la signature de la présente Convention ou du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion, ou à tout autre moment par la suite, déclarer, par notification adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, que la présente Convention s'appliquera à celui ou à ceux des territoires désignés dans ladite déclaration, dont elle assure les relations internationales ou pour lesquels elle est habilitée à stipuler.

3. Toute déclaration faite en vertu du paragraphe précédent pourra être retirée, en ce qui concerne tout territoire désigné dans cette déclaration, aux conditions prévues par l'article 6 de la présente Convention.

Article 4

1. La présente Convention est ouverte à la signature des Membres du Conseil de l'Europe. Elle sera ratifiée ou acceptée. Les instruments de ratification ou d'acceptation seront déposés auprès du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

2. La Convention entrera en vigueur trois mois après la date de dépôt du troisième instrument de ratification ou d'acceptation.

3. Elle entrera en vigueur à l'égard de tout Gouvernement signataire qui la ratifiera ou l'acceptera ultérieurement, trois mois après la date du dépôt de son instrument de ratification ou d'acceptation.

Article 5

1. Le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe pourra inviter tout Etat non membre du Conseil à adhérer à la présente Convention.

2. L'adhésion s'effectuera par le dépôt, auprès du Secrétaire Général du Conseil, d'un instrument d'adhésion qui prendra effet trois mois après la date de son dépôt.

Article 6

1. Une Partie Contractante ne pourra dénoncer la présente Convention avant l'expiration d'un délai de cinq ans à compter de la date d'entrée en vigueur de la Convention à son égard. Cette dénonciation se fera par voie de notification adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

2. Cette dénonciation prendra effet, pour la Partie Contractante intéressée, six mois après la date de sa réception par le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

Article 7

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux Membres du Conseil et au Gouvernement de tout Etat ayant adhéré à la présente Convention:

a) toute signature et le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion;

b) toute date d'entrée en vigueur;

c) les notifications reçues en application des dispositions des articles 3 et 6.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

FAIT à Paris, le 17 décembre 1962, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général en communiquera copie certifiée conforme à chacun des Gouvernements signataires et adhérents.

Pour le Gouvernement de la République d'Autriche:

H. REICHMANN

Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique:

Pour le Gouvernement de la République de Chypre:

Pour le Gouvernement du Royaume de Danemark:

Pour le Gouvernement de la République française:

Sous réserve d'approbation

MICHEL HABIB-DELONCLE

Pour le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne:

FELICIAN PRILL

Pour le Gouvernement du Royaume de Grèce:

AVEROFF TOSSIZZA

Pour le Gouvernement de la République islandaise:

Pour le Gouvernement d'Irlande:

PRÔINSIAS MAC AOGÁIN

Pour le Gouvernement de la République italienne:

A. PICCIONI

Pour le Gouvernement du Grand Duché de Luxembourg:

PIERRE WURTH

Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas:

En procédant à la signature de la Convention sur la responsabilité des hôteliers quant aux objets apportés par les voyageurs, je, plénipotentiaire soussigné, Ministre des Affaires Etrangères des Pays-Bas, déclare au nom du Gouvernement de la Reine que, en ce qui concerne le Royaume des Pays-Bas, l'expression « territoires métropolitains » mentionnée à l'article 3, paragraphe premier, de la Convention perd son sens initial et sera considérée comme signifiant « territoire européen », vu l'égalité qui existe au point de vue du droit public entre les Pays-Bas, le Surinam et les Antilles Néerlandaises.

J. M. A. H. LUNS

Pour le Gouvernement du Royaume de Norvège:

Pour le Gouvernement du Royaume de Suède:

Pour le Gouvernement de la République turque:

FERIDUN C. ERKIN

Pour le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord:

EDWARD HEATH

ANNEXE

Article premier

1. Les hôteliers sont responsables de toute détérioration, destruction ou soustraction des objets apportés à l'hôtel par le voyageur qui y descend et y dispose d'un logement.

2. Sont considérés comme apportés à l'hôtel:

a) les objets qui s'y trouvent pendant le temps où le voyageur dispose du logement;

b) les objets dont l'hôtelier ou une personne dont il est responsable assume la surveillance, hors de l'hôtel, pendant la période où le voyageur dispose du logement;

c) les objets dont l'hôtelier ou une personne dont il est responsable assume la surveillance, soit à l'hôtel, soit hors de l'hôtel, pendant une période d'une durée raisonnable, précédant ou suivant celle où le voyageur dispose du logement.

3. La responsabilité visée au présent article est limitée à l'équivalent de 3.000 francs or.

4. Le franc or indiqué, au paragraphe précédent se rapporte à une unité constituée par soixante-cinq milligrammes et demi d'or au titre de neuf cent millièmes de fin.

Article 2

1. La responsabilité de l'hôtelier est illimitée:

a) lorsque les objets ont été déposés entre ses mains;

b) lorsqu'il a refusé le dépôt des objets qu'il est obligé d'accepter.

2. L'hôtelier est obligé d'accepter les papiers-valeurs, espèces monnayées et les objets de valeur; il ne peut les refuser que s'ils sont dangereux ou si, relativement à l'importance ou aux conditions d'exploitation de l'hôtel, ils sont d'une valeur excessive ou d'une nature encombrante.

3. L'hôtelier peut exiger que l'objet soit contenu dans un réceptable fermé ou scellé.

Article 3

L'hôtelier n'est pas responsable pour autant que la détérioration, la destruction ou la soustraction est due:

a) au voyageur ou aux personnes qui l'accompagnent, sont à son service ou lui rendent visite;

b) à une force majeure;

c) à la nature de l'objet.

Article 4

L'hôtelier est responsable, sans qu'il puisse invoquer la limite prévue au paragraphe 3 de l'article premier de la présente annexe, lorsque la détérioration, la destruction ou la soustraction résulte de sa faute ou de la faute de personnes dont il est responsable.

Article 5

Sauf dans le cas prévu à l'article 4 de la présente annexe, le voyageur perd le bénéfice des présentes dispositions si, après avoir découvert la détérioration, la destruction ou la soustraction subie, il ne la signale pas à l'hôtelier sans retard indu.

Article 6

Toute déclaration ou convention visant à exclure ou à limiter par avance la responsabilité de l'hôtelier est nulle et sans effet.

Article 7

Les dispositions de la présente annexe ne s'appliquent ni aux véhicules, ni aux objets faisant partie de leur chargement et laissés sur place, ni aux animaux vivants.

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
FORLANI

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N. B. — I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nella convenzione.

CONVENZIONE SULLA RESPONSABILITA' DEGLI ALBERGATORI PER LE COSE PORTATE DAI CLIENTI IN ALBERGO

I Governi firmatari degli Stati membri del Consiglio d'Europa,

Considerando che scopo del Consiglio d'Europa è di realizzare una più stretta unione fra i Membri, in particolare mediante l'adozione di norme comuni in campo giuridico;

Ritenendo opportuno procedere ad una armonizzazione di alcune norme relative alla responsabilità degli albergatori per le cose portate dai clienti in albergo;

Hanno convenuto quanto segue:

Articolo 1

1. Ogni Parte Contraente si impegna ad uniformare il proprio diritto interno, al più tardi entro dodici mesi a partire dalla data di entrata in vigore della presente Convenzione nei propri confronti, alle norme formulate nell'allegato concernenti la responsabilità degli albergatori per le cose portate dai clienti in albergo.

2. Ogni Parte Contraente conserva tuttavia la facoltà di aumentare la responsabilità degli albergatori.

3. Ogni Parte Contraente comunicherà al Segretario Generale del Consiglio d'Europa i testi ufficiali della propria legislazione concernente la materia regolata dalla Convenzione. Il Segretario Generale trasmetterà copia dei testi alle altre Parti.

Articolo 2

Ogni Parte Contraente ha la facoltà:

(*a*) di fissare, in deroga alle disposizioni del paragrafo 3 dell'articolo 1 dell'allegato, il limite di responsabilità dell'albergatore all'equivalente di 100 volte almeno il prezzo giornaliero della locazione dell'alloggio;

(*b*) di limitare per ogni oggetto, in deroga alle disposizioni del paragrafo 3 dell'articolo 1 dell'allegato, la responsabilità dell'albergatore ad una somma non inferiore all'equivalente di 1.500 franchi oro o, in caso di applicazione del paragrafo precedente, a 50 volte almeno il prezzo giornaliero della locazione dell'alloggio;

(*c*) di non applicare le norme di cui al paragrafo 2 dell'articolo 1 dell'allegato che per quanto riguarda gli oggetti che si trovano in albergo;

(*d*) di permettere agli albergatori, in deroga alle disposizioni dell'articolo 6 dell'allegato, di ridurre, nei casi previsti al paragrafo 1 (*a*) dell'articolo 2 e dell'articolo 4 dell'allegato, salvo in caso di dolo o di colpa ad esso equivalente, la propria responsabilità con un accordo speciale concluso con il cliente e da lui firmato, che non conterrà alcuna altra clausola; la responsabilità dell'albergatore non potrà tuttavia venir ridotta ad un ammontare inferiore a quello previsto dalle disposizioni adottate in applicazione della Convenzione;

(*e*) di applicare, in deroga alle disposizioni dell'articolo 7 dell'allegato, le norme in esso contenute concernenti i veicoli, gli oggetti che ne formano il carico lasciati su di essi nonchè gli animali vivi, o di regolare in ogni altro modo la responsabilità dell'albergatore a tale riguardo.

Articolo 3

1. La presente Convenzione si applica ai territori metropolitani delle Parti Contraenti.

2. Ogni Parte Contraente può, al momento della firma della presente Convenzione o del deposito del proprio strumento di ratifica, di accettazione o di adesione, o in ogni altro momento

successivo, dichiarare mediante notifica indirizzata al Segretario Generale del Consiglio d'Europa, che la presente Convenzione si applicherà al territorio od ai territori indicati in detta dichiarazione, del quale o dei quali curi le relazioni internazionali o per il quale o i quali sia autorizzata a stipulare.

3. Qualsiasi dichiarazione fatta in base al paragrafo precedente potrà, per quel che riguarda ogni territorio in essa citato essere ritirata alle condizioni previste dall'articolo 6 della presente Convenzione.

Articolo 4

1. La presente Convenzione è aperta alla firma dei Membri del Consiglio d'Europa. Essa sarà ratificata od accettata. Gli strumenti di ratifica o di accettazione saranno depositati presso il Segretario Generale del Consiglio d'Europa.

2. La Convenzione entrerà in vigore tre mesi dopo la data del deposito del terzo strumento di ratifica o di accettazione.

3. Essa entrerà in vigore nei confronti di ogni Governo firmatario che la ratifichi, o l'accetti successivamente, tre mesi dopo la data del deposito del proprio strumento di ratifica o di accettazione.

Articolo 5

1. Il Comitato dei Ministri del Consiglio d'Europa potrà invitare ogni Stato non membro del Consiglio ad aderire alla presente Convenzione.

2. L'adesione si effettuerà mediante il deposito, presso il Segretario Generale del Consiglio, di uno strumento di adesione che avrà efficacia tre mesi dopo la data del deposito stesso.

Articolo 6

1. Una Parte Contraente non potrà denunciare la presente Convenzione prima dello spirare di un termine di cinque anni a partire dalla data di entrata in vigore della Convenzione nei suoi confronti. Tale denuncia verrà fatta mediante notifica indirizzata al Segretario Generale del Consiglio d'Europa.

2. Tale denuncia avrà effetto, per la Parte Contraente interessata, sei mesi dopo la data del suo ricevimento da parte del Segretario Generale del Consiglio d'Europa.

Articolo 7

Il Segretario Generale del Consiglio d'Europa notificherà ai Membri del Consiglio ed al Governo di ogni Stato aderente alla presente Convenzione:

(*a*) ogni firma ed il deposito di ogni strumento di ratifica, di accettazione o di adesione;

(*b*) ogni data di entrata in vigore;

(*c*) le notifiche ricevute in applicazione delle disposizioni degli articoli 3 e 6.

IN FEDE DI CHE, i sottoscritti, debitamente autorizzati a tale scopo, hanno firmato la presente Convenzione.

FATTO a Parigi, il 17 dicembre 1962, in francese ed inglese, entrambi i testi facenti ugualmente fede, in un unico esemplare che sarà depositato negli archivi del Consiglio d'Europa. Il Segretario Generale ne comunicherà copia certificata conforme ad ogni Governo firmatario e aderente.

(*Seguono le firme*).

ALLEGATO

Articolo 1

1. Gli albergatori sono responsabili di ogni deterioramento, distruzione o sottrazione delle cose portate in albergo dal cliente che vi si reca e dispone quivi di un alloggio.

2. Sono considerate come portate in albergo:

(*a*) le cose che vi si trovano durante il periodo di tempo in cui il cliente dispone di un alloggio;

(*b*) le cose di cui l'albergatore o una persona di cui egli sia responsabile assuma la sorveglianza, fuori dell'albergo, durante il periodo in cui il cliente dispone dell'alloggio;

(*c*) le cose di cui l'albergatore o una persona della quale egli sia responsabile assuma la sorveglianza, sia in albergo, che fuori di esso, nel corso di un periodo di una ragionevole durata, precedente o successivo a quello in cui il cliente dispone di un alloggio.

3. La responsabilità di cui al presente articolo è limitata all'equivalente di 3.000 franchi oro.

4. Il franco oro indicato nel precedente paragrafo si riferisce ad una unità costituita da sessantacinque milligrammi e mezzo di oro al titolo di novecento millesimi di oro fino.

Articolo 2

1. La responsabilità dell'albergatore è illimitata:

(*a*) quando gli oggetti sono stati depositati nelle sue mani;

(*b*) quando egli ha rifiutato il deposito delle cose che egli è obbligato ad accettare.

2. L'albergatore è obbligato ad accettare le carte-valori, il denaro contante e gli oggetti di valore; egli non può rifiutarli tranne nel caso in cui siano pericolosi o se, relativamente alla importanza od alle condizioni di gestione dell'albergo, questi siano di valore eccessivo o di natura ingombrante.

3. L'albergatore può esigere che la cosa sia contenuta in involucro chiuso o sigillato.

Articolo 3

L'albergatore non è responsabile nel caso che il deterioramento, la distruzione o la sottrazione siano imputabili:

(*a*) al cliente o alle persone che lo accompagnano, che sono al suo servizio o che gli rendono visita;

(*b*) a forza maggiore;

(*c*) alla natura della cosa.

Articolo 4

L'albergatore è responsabile, senza che egli possa invocare il limite previsto dal paragrafo 3 dell'articolo 1 del presente allegato, quando il deterioramento, la distruzione o la sottrazione risultino da propria colpa o da colpa di persone delle quali egli è responsabile.

Articolo 5

Tranne nel caso previsto dall'articolo 4 del presente allegato, il cliente perde il beneficio delle presenti disposizioni se, dopo aver scoperto il deterioramento, la distruzione o la sottrazione, li segnala all'albergatore con ingiustificato ritardo.

Articolo 6

Ogni dichiarazione o convenzione intesa ad escludere o a limitare in anticipo la responsabilità dell'albergatore è nulla ed inefficace.

Articolo 7

Le disposizioni del presente allegato non si applicano nè ai veicoli, nè alle cose che fanno parte del loro carico e lasciate sul posto, nè agli animali vivi.

ANTONIO SESSA, *direttore* DINO EGIDIO MARTINA, *redattore*

(8651099/8) Roma - Istituto Poligrafico dello Stato - S.

(c. m. 411200781830)

L. 1.200